



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2882
27 octobre 2023
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Gaza Halte au massacre!

**Pages
2, 7, 8, 9, 10**



EPA MAXPPP

Samedi 21 octobre, des Palestiniens cherchent des corps dans les décombres, après une frappe israélienne à Khan-Younès, dans le sud de la bande de Gaza.

**Darmanin
Ministre de la
pensée unique**

Page 5

**Chantiers des JO
Sous-traitance de
l'exploitation**

Page 12

**Métallurgie
Une convention
pour les patrons**

Page 14

Leur société

- RSA : non au travail gratuit ! 3
- Retraités : dans la rue pour gagner plus 3
- Flambée organisée des prix : le Père Noël reste une ordure 4
- Découverts : le racket des banques 4
- Carrefour : la location-gérance, manœuvre contre les travailleurs 4
- Darmanin : ministre de la pensée unique 5
- Attal : la course à la démagogie 5
- Sécurité sociale : pour qui les cadeaux ? 5
- Macron : ceinture pour les étudiants pauvres 5
- Évasion fiscale : au bonheur des milliardaires 6
- Commandement Terre-Europe : pour les massacres présents et futurs 6
- Médicaments anti-rhume : interdiction tardive 6
- Application Temu : d'où vient le danger ? 6
- Sans-papiers : une lutte qui est celle de tous les travailleurs 11
- Squat Pyramide - Lyon : "on ne quittera pas cet endroit" 11
- Logement social : les conséquences concrètes de la loi ELAN 11

Guerre au Moyen-Orient

- Macron en Israël : pour les intérêts de l'impérialisme français 7
- Condamner la politique de Netanyahu n'est pas de l'antisémitisme 7
- Quel embrasement ? 8
- Cisjordanie : une colonisation continue 8
- Pour une Fédération socialiste des peuples du Moyen-Orient ! 9
- L'armée israélienne, un bataillon pour les États-Unis 9
- Quelle aide européenne à Gaza ? 10

Dans les entreprises

- Chantiers des JO 12
- Port de La Rochelle 12
- Dassault - Argenteuil 12
- Stellantis - Sochaux 13
- ArcelorMittal 13
- L'Oréal 13
- SNCF - Lyon Part-Dieu 13
- Nouvelle convention de la métallurgie : contre les divisions catégorielles, l'unité des travailleurs 14
- RATP-bus 14
- Airbus - Toulouse 15

Dans le monde

- Australie : le sort des populations autochtones 10
- Il y a les bonnes et les mauvaises juntes... 10
- États-Unis : dans l'automobile, la grève continue 16
- L'UAW et les limites d'une grève 16
- Élections en Argentine 16

Agenda

- Fêtes régionales de Lutte ouvrière 3

Halte au massacre à Gaza !

Rien ne peut justifier ce qui se passe aujourd'hui à Gaza. Depuis le 7 octobre, la terreur s'est abattue sur les Palestiniens de cette mince bande de terre.

Habitations, hôpitaux, écoles sous administration de l'ONU, mosquées ou églises... les deux millions et demi d'habitants n'ont nulle part où se mettre à l'abri des bombardements. Nulle part où s'approvisionner en nourriture, en eau, en carburant ou en médicaments.

L'aide humanitaire est une goutte d'eau dans cet océan de souffrances. Avec plus de 4 600 morts, des quartiers entiers rasés, des hôpitaux débordés, la tragédie se déroule sous les yeux du monde entier. C'est une politique de vengeance aveugle de la part de l'État israélien, et personne ne pourra dire qu'il ne savait pas.

Et le pire est peut-être à venir !

L'armée israélienne entrera-t-elle dans Gaza ? Creusera-t-elle encore le fossé de sang et de haine qui sépare les Palestiniens des Israéliens ? Et avec quel objectif ? Occuper Gaza ? En raser une partie ? Toutes ces hypothèses sont sérieusement envisagées par l'État d'Israël et ses conseillers impérialistes. Rien que cela montre le degré de barbarie atteint par la société.

De ces événements dépend l'avenir des Palestiniens et des Israéliens pour des décennies. De ces événements dépend l'avenir du Moyen-Orient et peut-être du monde, car qui peut être sûr que ce conflit n'embrassera pas la planète ?

Même les dirigeants des grandes puissances, Biden en tête, ne peuvent le garantir. La semaine dernière, le président des États-Unis a demandé à Netanyahu « de ne pas être consumé par la rage », mais il ne met pas son veto à une intervention terrestre ni n'appelle l'armée israélienne à cesser le feu. Les États-Unis ont même déployé

deux porte-avions dans la région et ont envoyé de nouvelles armes en Israël. Macron s'y est rendu mardi 24 octobre avec le même message de soutien.

Alors oui, le carnage perpétré aujourd'hui à Gaza se fait avec la complicité des puissances impérialistes. Il n'y a rien d'étonnant à cela : elles n'ont jamais cessé de soutenir Israël, malgré la colonisation, malgré la spoliation et l'oppression systématiques des Palestiniens, qu'ils vivent à Gaza, en Cisjordanie ou en Israël.

Depuis des décennies, ces grandes puissances occidentales qui se prétendent démocratiques ont fait de l'État d'Israël leur bras armé dans la région. Elles ont couvert tous ses crimes et elles continuent.

Ces mêmes grandes puissances ont créé partout dans le monde des situations explosives. C'est particulièrement vrai dans ce Moyen-Orient riche en pétrole, où elles ont imposé leur domination en taillant dans la chair des peuples, en s'appuyant sur les monarchies et les dictatures les plus rétrogrades, comme celle de l'Arabie saoudite. Et quand ces régimes manquaient de docilité, elles les ont écrasés, comme ce fut le cas avec Saddam Hussein en Irak.

Aujourd'hui, l'Irak, la Syrie, la Libye, le Liban, la Jordanie, l'Iran, le Yémen sont aussi des bombes sociales, avec des dizaines de millions de pauvres parfois aussi désespérés que les Palestiniens. Dans cette situation où la moindre étincelle peut provoquer une déflagration, les grandes puissances laissent Netanyahu jouer avec le feu.

Alors, il n'y a rien à attendre de leur part. L'ONU n'est qu'un théâtre sans pouvoir. Et ce que l'on appelle la « communauté internationale » n'est que la feuille de vigne de la domination des pays les plus riches, lesquels passent leur temps à se déchirer pour leur droit à piller le monde.

En Ukraine, les puissances impérialistes et la Russie s'affrontent par Ukrainiens interposés. Le bras de fer entre les États-Unis et la Chine peut dégénérer en conflit armé de mille façons. Et toutes les grandes puissances se placent déjà dans la perspective d'une troisième guerre mondiale.

L'espoir ne peut venir que des peuples eux-mêmes. Il viendra de ceux qui s'élèveront contre l'impérialisme et ses manœuvres. Il viendra de ceux qui comprendront la nécessité de combattre le capitalisme et la grande bourgeoisie, dont la politique est de dresser les peuples les uns contre les autres pour asseoir sa domination.

Renverser l'impérialisme pour établir une société égalitaire, débarrassée de l'exploitation et des rapports de domination, est la seule issue pour l'humanité. Cette perspective est à l'opposé des politiques nationalistes visant à défendre les intérêts d'un peuple au détriment des autres. À l'opposé de la politique de Netanyahu en Israël mais aussi de la politique du Hamas en Palestine.

Seule l'union des travailleurs de tous les pays contre les dirigeants du monde pourra briser l'engrenage guerrier dans lequel ils nous entraînent.

Nathalie Arthaud



RSA : non au travail gratuit !

Le projet de loi instaurant l'obligation pour les bénéficiaires du RSA de travailler au moins 15 heures par semaine a été adopté en commission mixte paritaire par les sénateurs et les députés.

Ce petit monde de serviteurs des rentiers et des actionnaires s'est donc parfaitement entendu pour contraindre des bénéficiaires du RSA, qui vivent avec 607 euros par mois, à fournir « au moins 15 heures d'activité hebdomadaire ». Il s'agit d'un minimum car le gouvernement a indiqué ne pas vouloir fournir de « borne haute », prétendant qu'une formation peut par exemple dépasser cette

durée. Rien donc n'empêchera juridiquement de demander à des allocataires d'effectuer même plus que ces 15 heures. Cette activité ne donnera lieu à aucune rémunération. Il s'agit donc bel et bien pour les allocataires du RSA d'un travail gratuit.

Le gouvernement a même refusé une disposition listant les domaines d'activité concernés. Cela peut être dans tout domaine

des « contrats aidés ou d'emploi en insertion par l'activité économique ». Rien n'empêche que des travailleurs soient ainsi mis à disposition gratuitement pour les patrons, du public ou du privé.

Le refus ou l'impossibilité d'effectuer ces heures sera passible de la suspension des maigres allocations, plongeant les travailleurs concernés dans une misère encore plus grande. Et en cas d'acceptation, la probabilité est grande que les heures ainsi fournies gratuitement par les uns se



traduisent par le licenciement d'autres travailleurs jusque-là mieux payés.

Une telle mesure est non seulement une injure pour les personnes concernées, désignées comme des

assistés, mais une pression supplémentaire à la baisse des salaires pour tous.

Les parasites existent pourtant bel et bien. Mais ils sont à la tête du CAC40.

Christian Bernac

Retraités : dans la rue pour gagner plus

Dans de nombreuses villes, des manifestations ont eu lieu le 24 octobre pour dénoncer l'insuffisance du montant des pensions de retraite, attaquées par l'inflation ainsi que par les conséquences de la réforme imposée par le gouvernement et le patronat.



« J'ai travaillé de mes 18 ans à mes 65 ans. C'est simple, un arrêt de travail, je ne sais pas ce que c'est. Et pourtant, je m'en tire avec 1 000 euros mensuels », raconte à FR3 une retraitée de la Nièvre qui a multiplié les petits emplois, terminant aide à domicile pour personnes âgées. « C'est simple,

quand tout est payé, je n'ai plus rien. »

Sur dix-sept millions de retraités, plus d'un million sont considérés comme pauvres, ne touchant que la moitié du montant moyen des pensions, de 1530 euros mensuels brut. L'inflation s'attaque à tous, mais évidemment davantage aux plus pauvres, plus touchés par la hausse des produits de première nécessité et des dépenses incompressibles, qui pèsent proportionnellement plus lourd dans leur budget. Bien plus que l'inflation officielle de 5,8 % sur un an, les hausses spectaculaires sur la même période du gaz (80 %), de l'électricité (28 %), des pâtes (37 %) et des fruits et légumes frais (33 %) les obligent à ruser ou se priver pour boucler le mois.

Les augmentations à

deux chiffres pèsent aussi plus lourdement sur les plus âgés, qui consomment relativement plus de gaz ou de fioul de chauffage, et surtout dépendent davantage pour leur santé. Une étude du Secours populaire chiffre ainsi à 45 % la proportion de retraités (+6 % en un an) qui ont dû renoncer à certains actes médicaux et à 35 % ceux qui sont amenés à renoncer parfois à un des repas quotidiens, faute de moyens.

L'aspect particulièrement choquant de ces effets de l'inflation sur les travailleurs les plus âgés a conduit le gouvernement à se livrer à de multiples déclarations, tentant, au début de la mobilisation contre la réforme, de justifier celle-ci au nom de l'augmentation des petites retraites.

Il a été successivement question d'améliorer la pension des femmes, aux carrières hachées, puis celle des retraités touchant le minimum, puis de permettre à certains de ceux

qui sont bien forcés de trouver quelque emploi pour suppléer à leur pension insuffisante, de continuer à accumuler des trimestres... Le résultat est un fatras de paragraphes législatifs aussi complexes qu'inefficaces pour obtenir ce à quoi les travailleuses et travailleurs retraités ont droit, un revenu correct pour ne pas avoir à se priver !

Après une mince augmentation, prévue au 1^{er} novembre, de quelques dizaines d'euros par mois pour une minorité de retraités pauvres ayant une carrière complète, le gouvernement annonce une revalorisation de 5,2 % sur la retraite de base au 1^{er} janvier 2024, en prétendant selon Bruno Le Maire « protéger tous les retraités de l'inflation ». Or, non seulement elle ne concernera qu'une partie

de la pension de bien des retraités, non seulement elle est au-dessous de l'inflation officielle, mais elle est surtout loin de compenser les véritables trous laissés dans les budgets populaires par la hausse des prix.

Les manifestants, le 24 octobre, réclamaient à juste titre de véritables revalorisations des pensions, prenant en compte les pertes de pouvoir d'achat des dernières années. Avec la revendication de 10 % de hausse mise en avant par les directions syndicales à l'origine des manifestations, on serait encore loin du compte. L'ensemble des salariés, avec les actifs dont le problème est le même, devra trouver les moyens d'imposer d'autres choix à un patronat avide et à ses larbins du gouvernement.

Viviane Lafont

Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 235 (novembre 2023) :

- Moyen-Orient : la guerre permanente, condition du maintien de la domination impérialiste
- La grève dans l'automobile aux États-Unis
- Mondialisation, relocalisations et protectionnisme :
- Les formes contradictoires de la guerre économique
- Créole et politique en Martinique et en Guadeloupe
- Les drogues, produits et fléaux de la société capitaliste

Le numéro sera en ligne dimanche 29 octobre et il paraîtra jeudi 2 novembre.

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres.

Fêtes régionales de Lutte ouvrière

Besançon

Samedi 4 novembre à partir de 15 heures
Grand Kursaal
Débat avec Nathalie Arthaud à 17 h 30

Dijon

Dimanche 5 novembre à partir de 12 heures

Espace Jean Bouhey à Longvic

Débat avec Nathalie Arthaud à 16 heures

Compiègne

Samedi 11 novembre à partir de 16 heures

Salles des fêtes de Margny-lès-Compiègne

Débat avec Jean-Pierre Mercier à 18 h 30

Bordeaux

Dimanche 12 novembre de 11 heures à 19 heures

Château du Diable, salle Victor Hugo, à Cenon
Débat avec Nathalie Arthaud à 14 h 30

Flambée des prix : le Père Noël reste une ordure

« Lidl : le vrai repère contre l'inflation » ; « Auchan : encore plus d'économies sur vos courses du quotidien » ; « Carrefour - Défi anti-inflation » ou « Super U : super formats - super économies » : les grandes enseignes rivalisent dans le démarchage des clients, en particulier en vue des fêtes de fin d'année, pour mieux continuer leur racket en commun.

Depuis deux ans, les grands groupes de l'énergie, de l'agroalimentaire et de la distribution ont opéré avec l'augmentation des prix un gigantesque hold-up contre la population. Des milliers d'euros ont été détournés des poches de chaque famille ouvrière. Même la hausse des prix alimentaires, officiellement de 19,9 % sur deux ans d'après l'Insee, cache de grands écarts

entre des produits peu consommés et des produits essentiels. Entre août 2022 et août 2023, le sucre ou la lessive ont respectivement explosé de 82 % et 28,5 %. Gouvernement et experts en tout genre ont beau répéter que l'inflation sur les prix alimentaires va bientôt cesser, ils sont chaque mois démentis par la réalité des chariots des supermarchés. Les fins de mois difficiles

concerneraient aujourd'hui près d'une personne sur deux en France.

L'industrie et la distribution agroalimentaires en ont profité à fond, avec des marges allant jusqu'à 48 % au printemps 2023 selon l'Insee. Mais le corollaire de la flambée des prix, à savoir la baisse de la consommation, intensifie aussi la lutte entre eux. Tous ces groupes ont accumulé des profits, en vendant parfois moins mais plus cher. Alors, pour continuer sur cette lancée, il leur faut aller chercher une part supplémentaire du gâteau au détriment de leurs concurrents. D'où la multiplication des campagnes publicitaires, à coups de millions, au nom de la lutte



contre l'inflation, voire de l'« antigaspillage », pour des promotions exceptionnelles ou des week-ends à prix prétendument coûtants sur certains produits d'ici les fêtes de fin d'année. C'est ce qu'avoue Michel Biero, futur président de Lidl France, quand il déclare que les promotions lui coûtent « un bras car c'est sur ma marge [...], mais il faut que les clients reviennent consommer ». Dans la jungle capitaliste, les différents acteurs de l'énergie, de l'industrie

agroalimentaire et de la distribution, tout comme les différentes enseignes de la grande distribution entre elles, se mènent la guerre... pour mieux saigner la population.

« Tu veux un fruit ? Prends un job d'été ! » : cette phrase odieuse des publicités actuelles du groupe Intermarché a le mérite d'être claire. Dans les classes populaires, une orange à Noël devra-t-elle être considérée comme un beau cadeau ?

Marlène Stanis

Carrefour : la location-gérance, manœuvre contre les travailleurs



Le Carrefour Rungis Belle Épine, qui passe en location-gérance.

Le groupe Carrefour vient d'annoncer le passage en location-gérance de 37 nouveaux magasins, 16 hypers et 21 supermarchés. Cela concerne près de 4 000 travailleurs, que le patron voudrait sortir des effectifs, à la suite de 23 000 autres depuis 2018.

Entre 2018 et 2023, 268 magasins, 64 hypers et 204 supermarchés, ont changé officiellement de propriétaire. La nouvelle liste s'ajoute aux précédentes. La location-gérance est un tour de passe-passe qui, outre le fait de changer leur employeur, fait perdre aux travailleurs concernés l'équivalent de deux mois de salaire sur l'année, avec la perte des accords d'entreprise groupe. Car, avec ce changement, ce n'est plus Carrefour l'employeur, mais la société gérante du magasin, à charge pour le nouveau patron, souvent un ancien cadre du groupe, de le rentabiliser au maximum. En réalité, le

véritable patron est toujours Carrefour, qui reste propriétaire du fonds de commerce et des murs du magasin, encaisse une redevance et un loyer de la part du gérant, et surtout fournit en exclusivité, via sa centrale d'achat, tous les produits vendus dans les magasins, comme dans tous ceux que le groupe détient en propre.

Alors, pourquoi un tel changement ? Avec, à ce jour, 305 magasins et 23 000 salariés passés en location-gérance, ce sont autant de salaires en moins à payer pour Carrefour. Cette réduction importante de la masse salariale contribue à l'accroissement record des

marges bénéficiaires du groupe et des dividendes exceptionnels empochés par ses richissimes actionnaires, à commencer par le milliardaire Arnault, patron de LVMH, et la famille Moulin, propriétaire des Galeries Lafayette.

Les travailleurs ont raison de voir dans l'instauration de la location-gérance une menace et une attaque. Avec cette manœuvre, le patron veut les séparer les uns des autres, aggraver leurs conditions de travail et de rémunération, en se donnant les moyens d'opérer sa manœuvre magasin par magasin. Pour faire face au patron, la force des travailleurs est dans leur nombre : ils sont près de 30 000 à être concernés. La seule chose que le patron puisse craindre est leur réaction collective.

Philippe Logier

Découverts : un racket des banques

D'après la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), près de 25 % des banques facturent des frais plus importants que prévu par la loi, pour ce qu'elles appellent des « incidents bancaires » : découverts non autorisés, chèques sans provision, etc.

Les banques agissent en dehors de la loi, alors que la réglementation n'est pourtant pas très contraignante. Et les banques françaises appliquent en toute légalité des tarifs trois fois supérieurs à ceux pratiqués en Belgique et dix-sept fois plus élevés qu'en Allemagne !

Pour ces prédateurs, c'est un moyen de se faire de l'argent facile sur la misère des travailleurs, au point que cela leur a rapporté plus de 1,8 milliard d'euros en 2020 selon l'association UFC - Que choisir.

Les banques imposent des frais faramineux, pouvant monter jusqu'à 16 euros pour un découvert d'un euro pendant une journée. Elles se sucent aussi sur les « commissions d'intervention » qu'elles perçoivent lorsqu'elles acceptent une opération de débit qui place le compte dans le rouge. Certes, ces commissions sont un peu limitées par la

loi : au maximum, huit euros par opération et 80 euros par mois. Mais bien entendu, la plupart des banques appliquent ce maximum et certaines n'hésitent pas à le dépasser, comme vient de le dénoncer la DGCCRF.

Beaucoup font aussi payer en toute légalité des frais de 30 euros pour des chèques sans provision de moins de... 50 euros. Elles facturent également parfois 15 euros le courrier envoyé pour prévenir le client qu'il n'a pas assez d'argent sur son compte : à croire qu'il est écrit sur du parchemin !

Comble du comble, l'explosion actuelle des prix et de la pauvreté qui l'accompagne est une occasion supplémentaire pour ces vautours d'intensifier leur racket. Le montant des découverts non autorisés a ainsi augmenté de plus de 10 % en un an et plus d'un Français sur trois s'est retrouvé dans cette situation.

Après avoir siphonné les économies des classes populaires en figurant parmi les principaux responsables de la hausse des prix, les banques les volent donc une deuxième fois sur leurs découverts. La seule chose qu'elles n'auront pas volée est une explosion de colère.

Arnaud Louvet

Darmanin : ministre de la pensée unique

Le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, est vent debout contre tous ceux qui ne s'alignent pas derrière la position du gouvernement français sur la guerre israélo-palestinienne. Les insultes, menaces, interdictions et même arrestations pleuvent.

Le 8 octobre, après l'attaque du Hamas, le quotidien israélien *Haaretz* titrait son éditorial : « *Neta-nyahou porte la responsabilité de cette guerre Israël-Gaza* ». Eh bien, ce genre de propos, possible en Israël dans un journal de centre gauche qui tire à 80 000

exemplaires en moyenne, vaudrait condamnation par le ministre en France.

Les derniers à avoir fait les frais de la politique répressive de Gérald Darmanin sont le secrétaire général et la secrétaire administrative de l'union départementale CGT du

Nord, qui ont été interpellés le vendredi 20 octobre à cause d'un tract. Avant eux, le NPA et la députée LFI Danièle Obono avaient été accusés par le ministre de l'Intérieur « d'apologie du terrorisme » car ils ne se rangeaient pas derrière la ligne gouvernementale.

Quant à ceux qui voulaient manifester leur soutien à la population palestinienne, Gérald Darmanin leur a répondu par une interdiction de manifester. Depuis, cette interdiction



Devant le commissariat de Lille après l'arrestation du militant CGT.

ministérielle a été levée par le Conseil d'État qui rappelle que ce sont les préfets qui ont autorité en la matière.

Le ministre s'est aussi payé le ridicule d'accuser le footballeur Karim Benzema d'être « *en lien notoire avec les Frères musulmans* » après qu'il eut rédigé un tweet de soutien à la population palestinienne.

Avec ces propos menaçants, Gérald Darmanin veut se montrer à l'avant-garde de la politique de mise au pas de l'opinion publique par le gouvernement. Dans un contexte de montée des tensions voire de préparation à la guerre, il veut étouffer toute expression et pensée discordante.

Joséphine Sina

Attal : la course à la démagogie

Dans un entretien télévisé le 19 octobre, le ministre de l'Éducation nationale Gabriel Attal a affirmé vouloir « sortir » des établissements scolaires les élèves signalés pour faits de radicalisation, pour les placer dans d'hypothétiques structures spécialisées.

Ce nouvel assaut de démagogie veut instrumentaliser l'émotion légitime suscitée par l'attentat d'Arras, avec la présidentielle en ligne de mire.

Attal fait en effet partie des candidats annoncés à la succession de Macron. Comme ses rivaux, il voudrait couper l'herbe sous le pied de l'extrême droite, ce qui implique de multiplier les postures de « tolérance zéro », visant à assimiler la remise en cause de la politique de l'État à une menace, voire au terrorisme. Dans un courriel adressé au personnel de l'Éducation nationale, le ministre avait demandé de signaler les contestations entendues lors des hommages aux enseignants assassinés, Samuel Paty et Dominique Bernard, sans préciser où commence et où s'arrête cette contestation.

Dans un contexte où le gouvernement a tenté d'interdire toutes les manifestations de soutien au peuple palestinien, un élève faisant remarquer que les hommages sont à géométrie variable sera-t-il considéré comme une menace ? C'est bien l'idée qui sous-tend implicitement les coups de menton d'Attal, qui a d'ailleurs annoncé le 22 octobre que 183 élèves signalés ne feront pas leur rentrée après les vacances de la Toussaint.

Aucune de ces mesures ne protégera qui que ce soit, ni au sein de l'école ni en dehors. Elles n'ont d'ailleurs pas ce but. L'assassin de Dominique Bernard lui-même était d'ailleurs « sorti » du lycée Gambetta d'Arras, puisqu'il n'y était plus élève.

L'unique effet des mesures d'Attal, s'il y en a un, sera de souffler sur les braises de la méfiance, en particulier à l'encontre des musulmans. Pour lui et les autres ministres, tout est bon, y compris les drames, pour tenter de diviser les classes populaires, et seul le patronat profite de cette division.

Thomas Baumer

Sécurité sociale : pour qui les cadeaux ?

Comme à chaque automne, le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) revient en discussion à l'Assemblée et avec lui ses non moins rituels mauvais coups.

Pour 2024, l'objectif est clair : faire 3,5 milliards d'euros d'économies sur les dépenses de la branche maladie, à l'heure où le déficit de la Sécurité sociale atteindrait plus de 11,2 milliards d'euros.

Pour le colmater, le gouvernement avance des mesures de « responsabilisation des assurés. » Car, pour lui, le déficit ne peut avoir pour origine que les

excès ou les abus de soins des malades. Si le doublement des franchises sur les médicaments et les consultations annoncé depuis des mois semble, pour l'instant, mis de côté, les autres mesures d'économies sur le dos des assurés restent et notamment les mesures de contrôle des arrêts maladie. Il faut, est-il dit, « *mettre un terme à la très forte dynamique de la dépense*

d'indemnités journalières. [...] Éviter tout arrêt de travail qui ne serait pas, ou plus, médicalement justifié. » Les contrôles seront renforcés, de même que progresseront les économies sur les prescriptions, sur les remboursements de soins dentaires, d'actes de biologie.

En revanche, c'est l'heure des cadeaux pour les laboratoires de l'industrie pharmaceutique. En vertu d'une « clause de sauvegarde », ceux-ci versent chaque année à l'Assurance maladie une contribution indexée sur leur chiffre d'affaires quand celui-ci croît très vite. Alors ils pleurent, se plaignent, dénoncent la croissance incontrôlée de cette contribution. Qu'à cela ne tienne, le ministre de l'Industrie a décidé son plafonnement à 1,6 milliard pour 2023 et 2024. « *Si on ne faisait rien, déclare-t-il, la croissance du marché nous conduirait à prélever 1,7 milliard d'euros cette année et plus de 2 milliards d'euros en 2024.* »

Pour lui, il n'en est pas question et c'est un joli cadeau à ceux qu'il sert.

Sophie Gargan



Macron : ceinture pour les étudiants pauvres

Le 22 octobre, descendu sur un quai de la Seine pour téléphoner, Macron a été interpellé par des étudiants qui, rappelant la précarité dans laquelle beaucoup se débattent, évoquaient la possibilité d'obtenir un

revenu universel pour les jeunes. « *Je crois aux études qualifiantes pour avoir un travail et, derrière, je crois au travail* », a répondu Macron, ajoutant que, avec le RSA, « *c'est toute une génération qui s'est déshabituée*

d'aller au travail... »

Et pour bien enfoncer dans leurs difficultés les prétendus paresseux qui voudraient gagner de l'argent sans rien faire, le président a affirmé que l'« *on distribue beaucoup de*

bourses à des étudiants qui ne vont pas aux examens » et que, dans les queues pour l'aide alimentaire, « *on a aussi beaucoup d'étudiants étrangers* ». Faut-il que ces derniers choisissent entre étudier et manger ?

Il n'en faut vraiment pas beaucoup, juste quelques petites phrases, pour que tombe le masque et apparaisse le mépris du bon bourgeois repu envers les pauvres. À vomir !

M. L.

Évasion fiscale : au bonheur des milliardaires

En 2022, mille milliards de dollars, soit près de 950 milliards d'euros, ont été transférés par les grandes entreprises dans les paradis fiscaux. C'est ce que révèle le dernier rapport de l'Observatoire européen de la fiscalité publié le 23 octobre.

Parfois, certains se font prendre. C'est ainsi qu'à la suite d'une enquête de Médiapart, le groupe Fayat a fini par être rattrapé par la justice en août 2023. Numéro 4 du BTP français, avec 21 500 salariés dans 170 pays, il bénéficie de financements publics français et européens entre autres pour des chantiers africains. Deux filiales du groupe sont soupçonnées d'avoir participé à un montage offshore à l'île Maurice où le taux d'imposition sur les sociétés oscille entre 0 et 3 %, contre 25 % en France.

Quant aux fortunes personnelles des milliardaires, revenu individuel et patrimoine, elles supportent un taux d'imposition qui est au maximum de 0,5 %, sans aucun problème évidemment.

En 2021, plus de 140 pays ont décidé qu'un impôt minimum de 15 % sur les sociétés devrait entrer en vigueur en 2024 et éviter la compétition entre les différents pays qui s'efforcent d'attirer les bénéfices des grosses sociétés en baissant ce taux d'imposition.

En réalité le rapport reconnaît que cet impôt a déjà été « vidé de sa substance par une série de niches et d'exonérations ». Au mieux, à supposer qu'il se mette en place réellement, il ne pourrait même pas rapporter la moitié des 130 milliards de dollars escomptés.

Entre « optimisation » fiscale et fraude, les vrais maîtres de la société, les possédants, ont mille moyens de protéger leurs profits.

Sylvie Maréchal



Médicaments antirhume : interdiction tardive

L'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) vient de recommander fermement de ne plus utiliser les médicaments antirhume vendus sans ordonnance en pharmacie, comme Humex, Actifed, Dolirhume, Rhinadvil ou encore Nurofen rhume.

« Ne les utilisez plus », demande la directrice de l'ANSM qui pointe du doigt les risques d'effets secondaires graves pouvant provenir de ces médicaments, comme des infarctus du myocarde ou des accidents vasculaires cérébraux. Le risque existe, même s'il est très faible, puisque de 2012 à 2018 on a relevé 307 cas graves pour des produits vendus par millions de boîtes. Les effets secondaires peuvent survenir

quelles que soient la dose et la durée du traitement alors que ces médicaments sont utilisés pour une pathologie, le rhume, qui guérit spontanément en sept à dix jours.

Les risques liés aux antirhume sont connus de longue date et des mesures avaient été prises pour réduire leur utilisation. En 2017, toute publicité avait été interdite et des communications faites en 2020 pour que les pharmaciens

conseillent aux malades d'y renoncer. De fait leur utilisation a diminué fortement, passant de 16 millions de boîtes en 2010 à 3 millions en 2021.

Aujourd'hui, l'ANSM ne fait finalement que reprendre à son compte les recommandations de l'Union européenne, qui a décidé de réévaluer en février 2023 cette gamme de médicaments pour présenter ses conclusions en fin d'année. En prenant en quelque sorte les devants par rapport à l'Europe, l'ANSM pourra donc se targuer de mériter le « S » de Sécurité de son sigle. Cela ne fera pas oublier qu'en matière de sécurité des médicaments, bien des scandales sanitaires ont démontré que les laboratoires ont le bras long et sont capables de faire reculer pour longtemps, voire indéfiniment, des décisions pourtant simples à prendre comme le retrait de produits dangereux. C'est encore ce qui se passe avec les antirhume.

Cédric Duval



Commandement Terre-Europe : pour les massacres présents et futurs

Le 16 octobre, l'armée française s'est dotée d'un nouveau commandement pour les opérations aéroterrestres en Europe (CTE). Le CTE commandera le déplacement des unités entre le moment où elles quitteront leur garnison et celui où elles seront sur les zones d'opération et placées sous les ordres de l'OTAN ou d'une coalition au sein de laquelle elles seraient engagées.

La mise en place de ce CTE est une des conséquences de la guerre en Ukraine. L'armée française a été habituée à intervenir loin de la France, en Afrique notamment, contre les peuples de ses anciennes colonies, et elle tente d'adapter ses structures aux nouvelles préoccupations de l'impérialisme.

Pour autant, ce nouveau commandement ne semble rien ajouter de très nouveau. Il exercera un contrôle sur des unités de l'armée de terre qui existent déjà et sont en

partie déjà déployées en Europe de l'Est. En effet, l'impérialisme français a un pied dans la guerre en Ukraine, avec un bataillon en Roumanie, des compagnies en Estonie et aussi des militaires en Pologne, qui forment les Ukrainiens, pour ne parler que de l'armée de terre. Il participe ainsi à prolonger cette guerre, avec la peau du peuple ukrainien qui est en première ligne contre l'armée russe.

Que ce soit en Ukraine, en ex-Yougoslavie, où les tensions ont repris ces derniers mois, ou ailleurs en Europe, le petit impérialisme français n'est que de seconde zone mais il tient à avoir sa part dans les massacres présents et à venir. Il veut être en mesure d'envoyer rapidement des dizaines de milliers de soldats se faire tuer.

Charles Legoda

Application Temu : d'où vient le danger ?

Une nouvelle application chinoise de vente en ligne, appelée Temu, est devenue l'une des plus téléchargées. Elle propose des prix cassés, des promotions, et des comptes à rebours pour bénéficier de celles-ci. À cause des informations qu'elle collecte sur l'utilisateur, Temu est accusée par un rapport américain, relayé abondamment par la presse ici et là-bas, d'espionner ses utilisateurs voire d'être une menace pour la sécurité nationale des États-Unis. C'est l'hôpital qui se moque de la charité. La plupart des applications collectent des données et les utilisent pour gagner de l'argent, que ce soit Amazon, Google, Facebook ou autres, le plus souvent sans que l'utilisateur soit bien conscient de l'usage qui en sera fait au final.

Au-delà des buts commerciaux, les États, en France et ailleurs, exploitent les possibilités techniques offertes par les applications

sur les smartphones pour surveiller leur population et s'espionner entre eux. En 2013, l'agent américain de la NSA Edward Snowden avait dévoilé les écoutes à grande échelle menées en Europe par les États-Unis. En 2021, un regroupement de journalistes internationaux publiait une enquête sur un logiciel espion, Pegasus, développé par une entreprise israélienne et acheté par une dizaine d'États pour espionner des opposants. Cette application permettait de siphonner à distance l'ensemble des données de n'importe quel téléphone portable.

Ces campagnes contre des produits technologiques chinois font partie de la guerre économique que se livrent les groupes capitalistes occidentaux et chinois. Mais, en matière d'espionnage et d'abus commerciaux comme pour le reste, le danger est d'abord dans notre propre pays.

C. L.

Macron en Israël : pour les intérêts de l'impérialisme français

Le 24 octobre, à la suite d'autres chefs d'États occidentaux, Emmanuel Macron est allé assurer Benjamin Netanyahu de son soutien dans sa guerre meurtrière à Gaza. En même temps, il a voulu faire semblant de s'en démarquer un peu pour « défendre la paix », voire « les intérêts des Palestiniens ». Mais c'était d'abord pour affirmer ceux de l'impérialisme français.

Deux jours à peine après les exactions du Hamas le 7 octobre, les dirigeants des principaux pays impérialistes européens (Allemagne, Royaume-Uni, Italie et France) signaient avec le président des États-Unis un communiqué commun exprimant leur « soutien ferme et uni à l'État d'Israël », à « ses efforts pour se défendre », précisant « qu'aucun autre acteur hostile à Israël ne devait chercher à tirer avantage des attaques [du Hamas] ». La position fondamentale de

l'impérialisme français était donc clairement alignée sur celle des États-Unis et sur leur soutien à l'État Israël.

Lors de sa visite en Israël, en Cisjordanie et en Jordanie, Macron a voulu ajouter sa propre note en proposant la création d'une « coalition anti Hamas »... qui serait une caution de plus à la politique d'Israël. Mais il a aussi essayé de jouer une petite musique « pro-arabe », propre aux intérêts de l'impérialisme français dans cette région. Cette politique,

ancienne, avait été médiatisée par les protestations de Chirac contre le service de sécurité israélien lors de sa visite à Jérusalem en 1996, et surtout symbolisée par la non-participation de la France à la guerre menée en Irak par les États-Unis en 2003.

Ainsi, Macron a rencontré Mahmoud Abbas, le chef de l'Autorité palestinienne qui avait refusé de voir le président américain Joe Biden la semaine précédente, juste après l'annonce du bombardement d'un hôpital de Gaza. Pour Abbas, qui est très discrédité auprès de l'opinion publique palestinienne de Cisjordanie, rencontrer Macron était sans doute moins compromettant que rencontrer Biden. Quant à Macron, en

faisant ce que Biden n'avait pas pu faire, il a au fond complété son action. Car les États-Unis, tout en soutenant le gouvernement israélien, officiellement sans réserve, veulent aujourd'hui ménager autant que faire se peut le dirigeant palestinien.

Enfin, cette musique « pro-arabe » est aussi une tentative pour l'État français de sauver son image auprès des populations du Moyen-Orient et du Maghreb. Car, en Tunisie par exemple, les manifestants sont allés dénoncer les bombardements sur Gaza... devant l'ambassade de France.

Les dirigeants français, Macron comme ses prédécesseurs, ne se soucient pas du sort des populations pauvres des pays arabes.

Mais se démarquer un peu des États-Unis leur a permis, à bien des occasions dans le passé, d'entretenir des liens diplomatiques privilégiés avec les États arabes et surtout d'obtenir pour les groupes industriels français de substantiels marchés. Le fait que l'Arabie saoudite vienne de demander au groupe Dassault un devis pour 54 avions Rafale tombe à point nommé pour l'illustrer.

Le destin de tous les peuples de la région, palestinien, israélien, libanais ou autres, est soumis aux manœuvres des puissances impérialistes. Macron ajoute sa partition à ce concert, tout en couvrant fondamentalement les bombardements à Gaza.

Pierre Royan

Condamner la politique de Netanyahu n'est pas de l'antisémitisme

Pour une grande partie des médias, la cause est entendue : ceux qui dénoncent la politique de l'État d'Israël, qui affirment que son armée se livre à un massacre dans la bande de Gaza ou qui rappellent que c'est précisément la politique de colonisation israélienne qui a conduit à la situation actuelle seraient des antisémites.

L'accusation se veut infamante et elle l'est en effet car l'antisémitisme, la haine des Juifs, est l'une des pires pestilences produites par l'Occident chrétien et réutilisée par le monde capitaliste. Sans remonter plus loin, l'antisémitisme tint lieu de politique à l'extrême droite en France, ouvertement de l'affaire Dreyfus jusqu'à la collaboration avec les nazis, à demi-mots depuis. L'empire des tsars en fit une politique d'État et organisait des pogroms pour tenter de dévoyer la révolte populaire. Enfin, l'antisémitisme poussé jusqu'au délire servit de véhicule au parti nazi dans sa conquête du pouvoir puis mena au massacre de plus de six millions de Juifs. Le mouvement ouvrier l'a évidemment toujours combattu et la réaction n'a jamais manqué de confondre dans sa détestation et dans sa répression les Juifs et les révolutionnaires.

Les tenants de l'ordre établi tentent aujourd'hui d'inverser les choses. Pourtant successeurs de générations d'antisémites patentés en France comme aux États-Unis et dans les autres pays impérialistes, ils affirment que la défense inconditionnelle d'Israël et la défense des Juifs en général contre l'antisémitisme se confondent. C'est un mensonge éhonté et surtout intéressé. En fait, ni le mouvement sioniste d'avant 1948, ni l'État d'Israël ensuite n'ont jamais regroupé ni représenté l'ensemble des Juifs, c'est-à-dire les cibles potentielles des antisémites. Il y a évidemment en Israël et dans tous les pays des voix juives qui s'élèvent contre le sionisme, contre la colonisation, contre le bombardement de Gaza, pour un État regroupant tous les peuples vivant sur la terre de Palestine et qui refusent de se sentir représentés par



Dans la manifestation du 22 octobre à Paris.

un Netanyahu et par sa politique.

Les progrès de la civilisation étant souvent à rebours, la catastrophe n'est jamais loin et il est exact que la persécution des Juifs est une maladie à rechutes possibles. Pourtant, dire que l'existence d'Israël serait la protection ultime des Juifs persécutés ou menacés est une illusion dangereuse. La politique d'Israël, le fait qu'il soit devenu la base avancée de l'impérialisme au Moyen-Orient obligent ses habitants à une vie de mensonge consistant à ignorer l'enfer de l'autre côté du mur. Cette

politique les contraint à être des gardiens de prison ou des soldats sur le qui-vive et attire sur eux la haine de populations entières. L'existence d'Israël ne protège pas non plus les Juifs vivant dans d'autres pays, c'est-à-dire la majorité d'entre eux, à qui la perspective d'émigrer pour se transformer en soldats au Moyen-Orient ne sourit pas forcément. Enfin, plus l'existence d'Israël est suspendue au soutien militaire de l'impérialisme américain et plus en fait elle est incertaine. La garantie pour la population d'Israël de pouvoir continuer à y

vivre ne peut être que dans la recherche d'une véritable coexistence avec les peuples de la région.

Condamner et combattre la politique d'Israël et celle de l'impérialisme au nom d'une révolution prolétarienne qui permettrait aux peuples de coexister dans le respect de leurs identités nationales n'a rien de commun avec l'antisémitisme. C'est au contraire combattre pour un monde enfin débarrassé d'un fléau moyen-âgeux sans cesse ravivé, comme bien d'autres, par l'impérialisme pourrissant.

Paul Galois

Quel embrasement ?

Alors que Gaza est sous les bombes et que les Gazaouis manquent de tout, alors que l'armée israélienne se prépare à envoyer ses blindés et ses fantassins dans la ville en ruines avec le soutien de tous les pays impérialistes, alors que dans toutes les capitales arabes des centaines de milliers de manifestants sont descendus dans les rues crier leur colère, les commentateurs occidentaux se demandent doctement si la situation peut s'embraser.

Les manifestants se sont comptés par dizaines de milliers à Rabat le 15 octobre, à Alger le 19, au Caire le 20, à Tunis plusieurs jours de suite, y compris devant l'ambassade de France. Comment dire plus clairement que le brasier dont l'impérialisme accumule les matériaux depuis des décennies et qui, une fois de plus, consume Gaza et sa population, peut s'étendre ? Les dirigeants de l'impérialisme en sont évidemment conscients, comme ils sont conscients du fait que ces explosions de colère peuvent se traduire par

l'instabilité croissante des pouvoirs en place, particulièrement lorsque ce sont des amis et clients des puissances occidentales.

C'est pourquoi, après des années de silence, les diplomates, les gouvernements et l'ONU reparlent de solution négociée, voire d'une solution à deux États. Ce ne sont évidemment, comme il y a trente ans, que des paroles en l'air, fondées sur l'idée que, pour calmer les populations, il faut toujours laisser planer le vague espoir d'une solution politique. D'ailleurs, en même temps, les grandes

puissances laissent toute latitude à Israël et à son armée pour intervenir. Plus même, les États-Unis renouvellent leurs aides militaires et financières.

Les armées que les États-Unis et les autres déplacent vers la région, les bases qu'ils y entretiennent, sont là pour servir. Sans remonter trop loin, les États-Unis sont intervenus en Irak et en Afghanistan sans autre raison que de montrer leur force. La France a fait de même en Libye. À chaque fois, cela s'est traduit par des destructions sans nombre. C'est encore forcément dans la mémoire des peuples et la destruction de Gaza vient s'ajouter à une liste déjà fort longue d'exactions. Alors s'il y a embrasement, il est avant tout le fait de l'intervention constante des puissances impérialistes.

Biden et son état-major savent parfaitement que leur



Manifestation en solidarité avec les Gazaouis au Caire le 20 octobre.

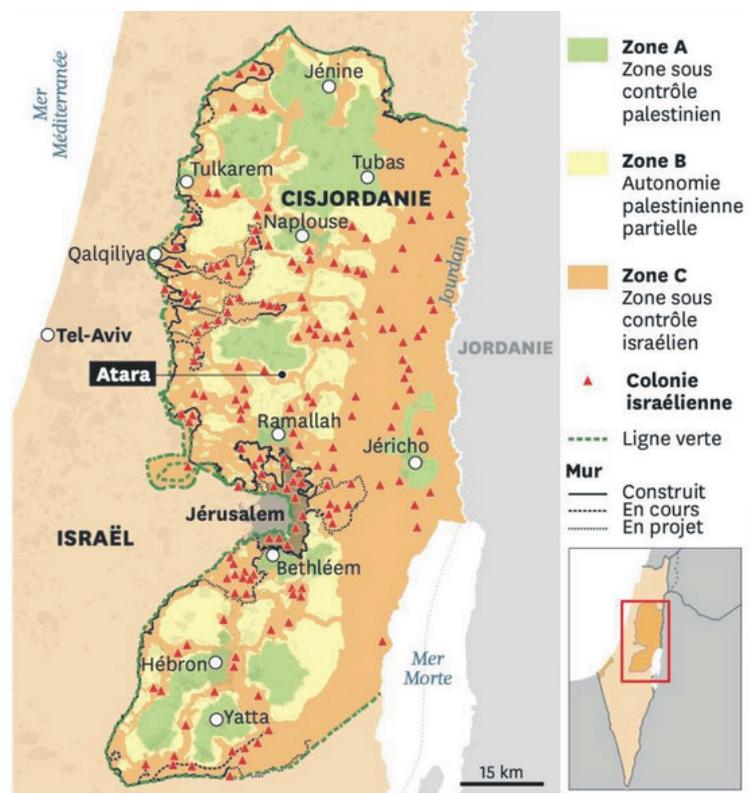
politique, directe ou par Israël interposé, ne peut que susciter les haines et, finalement, la révolte généralisée. Ils savent qu'ils ne peuvent y répondre que par la terreur et c'est la raison de leur soutien aux bombardements israéliens en cours. Alors, ce qu'ils veulent éviter n'est pas l'embrasement – il est déjà là – mais une généralisation du conflit qu'ils n'auraient pas décidée.

Les États-Unis ont déjà envoyé deux porte-avions et toute une flotte dans la région. Le prétexte est de dissuader le parti Hezbollah libanais et l'Iran d'intervenir.

Ces derniers se sont jusqu'à présent contentés de discours et n'ont visiblement pas envie de se lancer dans une guerre. Mais les dirigeants impérialistes veulent de toute façon les désigner d'avance comme l'ennemi à abattre, tout comme les dirigeants israéliens affirment que leurs bombardements visent « à détruire le Hamas » alors qu'ils écrasent surtout la population civile. Derrière quelques rares paroles doucereuses, ce sont toutes les populations du Moyen-Orient qu'ils menacent de leurs canons avant peut-être de s'en servir.

Paul Galois

Cisjordanie : une colonisation continue



plus de 3 millions de Palestiniens et, actuellement, de 500 000 colons juifs. Ces derniers ont été encouragés à s'y installer, en particulier depuis 1967.

Après les accords d'Oslo, de 1993 à 1995, la Cisjordanie a été divisée en trois zones. Moins de 20 %, la zone A, dans les villes principalement, est pleinement confiée à l'Autorité palestinienne. Une autre, la zone B, est cogérée, comprenant les camps de réfugiés anciens ou récents. Enfin, pour près des deux tiers, la zone C est sous compétence de l'État d'Israël et comprend en particulier les colonies. Itzhak Rabin, Premier ministre travailliste d'Israël et acteur majeur d'Oslo, se félicitait d'un accord encadrant la collaboration entre l'armée israélienne et la police palestinienne dans les territoires occupés. Selon lui, le transfert de certaines tâches à l'Autorité palestinienne permettrait de « dispenser – et c'est le plus important – l'armée israélienne de devoir les accomplir elle-même ».

De fait, après 1967, l'implantation de colonies a été continue, sous forme de colonies légales – du point de vue du pouvoir israélien – ou d'avant-postes « sauvages », protégés néanmoins par

l'armée. Financées par des fonds publics, les colonies bénéficient d'avantages fiscaux importants et d'infrastructures installées par l'État. Cette absorption progressive du territoire palestinien, au détriment de ceux qui le peuplent et y travaillent, s'est accélérée sous la pression d'une droite partisane du Grand Israël. Elle est devenue un étendard pour les gouvernements de droite dirigés par le parti Likoud, a fortiori sous l'influence de leurs alliés d'extrême droite.

Le retour de Netanyahu au poste de Premier ministre, en 2009, a sonné l'heure de la légalisation des colonies sauvages, implantées par des colons militant dans l'objectif de rendre de plus en plus impossible une continuité territoriale permettant la création d'un État palestinien. Au lieu de cela, une véritable politique d'apartheid

s'est mise en place, limitant à l'extrême les droits des habitants arabes, leur rendant difficiles et même souvent périlleux les déplacements quotidiens à proximité des zones colonisées. Cité par le journal *Haaretz*, Netanyahu déclarait d'ailleurs en 2020 : « C'est nous qui dictons les règles sécuritaires sur l'ensemble du territoire. [...] Eux resteront des sujets palestiniens. »

Cette politique n'a fait que s'accroître depuis que, fin 2022, le même Netanyahu, pour prolonger sa carrière politique, a intégré à son gouvernement des représentants de l'extrême droite la plus raciste. Celle-ci n'a fait que multiplier les agressions contre les Palestiniens de Cisjordanie. Et depuis le 7 octobre dernier, ces agressions se sont encore multipliées, venant des commandos de colons.

Viviane Lafont

D'une superficie deux fois plus petite que l'Île-de-France, la Cisjordanie, rattachée en 1948 à la Jordanie, fait partie, depuis la guerre des Six-Jours de 1967, des territoires palestiniens occupés par Israël. Les vainqueurs, bien décidés à ne pas en rester là, l'ont aussitôt appelée Judée-Samarie, terme biblique voulant rappeler un supposé droit ancestral des Juifs sur cette terre.

Dès lors administrée par Israël, puis sous le contrôle partiel de l'Autorité

palestinienne depuis les accords d'Oslo de 1993-1995, la Cisjordanie est peuplée de



La colonie d'Efrat.

Pour une Fédération socialiste des peuples du Moyen-Orient!

Quelle perspective aujourd'hui peut avoir le peuple palestinien qui enrage de l'oppression et des massacres qu'il subit de la part de l'armée israélienne, et de la misère dans laquelle sont plongées les couches populaires, ouvriers et petits paysans dépouillés de leur terre? Quelle perspective peut avoir le peuple d'Israël, et ceux qui dans le pays ne vivent que de leur travail, transformés en soldats permanents pour maintenir un ordre injuste?

La population des pays du Moyen-Orient vit sous le joug de régimes dictatoriaux qui protègent les exploités et la petite minorité des classes riches. Elle est victime d'un ordre impérialiste, dominé aujourd'hui par les États-Unis, qui a créé le chaos dans la région en multipliant des divisions artificielles.

Les bourgeoisies locales, attachées à l'ordre capitaliste, essaient d'y trouver leur place, sur le dos de leur propre peuple.

Mais, contrairement à ce que peuvent dire des « spécialistes », promoteurs de l'ordre impérialiste, les divisions des peuples du Moyen-Orient ne viennent pas d'une opposition séculaire, de haines religieuses et culturelles. Elles sont la conséquence d'une politique délibérée de division imposée par les puissances impérialistes, d'abord française et anglaise, suivies par l'impérialisme américain lorsqu'il a pris le dessus sur ses concurrents.

Cela a commencé dès la fin de la Première Guerre mondiale en 1917-1918, par le dépeçage de l'Empire ottoman, allié de l'Allemagne, dans lequel, pendant des siècles, musulmans, juifs et chrétiens avaient coexisté

sans trop de problèmes.

Les tendances à l'unité ont été combattues par les armées française et anglaise. Et, en vue d'exercer leur mainmise, les deux puissances ont créé des États en traçant des lignes sur les cartes. Ainsi l'impérialisme français a détaché le Liban de la Syrie et y a instauré un régime basé sur les divisions confessionnelles.

De même en Palestine, pour combattre toute poussée anticoloniale, la Grande-Bretagne a ouvert la voie à la fin de la Première Guerre mondiale à l'implantation de colons juifs, au nom du sionisme, pourtant ultraminoritaire dans les communautés juives à travers le monde.

C'est la Deuxième Guerre mondiale, et le massacre de la moitié de la communauté juive d'Europe par les nazis, six millions d'hommes, de femmes et d'enfants, qui a entraîné l'arrivée en Palestine de centaines de milliers de survivants cherchant un asile protecteur sur cette terre deux fois promise.

En effet, le courant religieux du sionisme s'appuyait sur la Bible hébraïque, la Torah, pour désigner ainsi la bande de terre située entre

le Jourdain et le Mont Liban. L'impérialisme anglais avait promis en 1917 d'y protéger les implantations juives... en même temps qu'il promettait de permettre la création d'un grand royaume arabe.

Après la création de l'État d'Israël en 1948, ses dirigeants allaient entraîner sa population dans une politique de spoliation des terres occupées par des Palestiniens arabes.

L'impérialisme américain prit définitivement les rênes après 1956 et l'intervention franco-anglaise pour tenter de reprendre le contrôle du canal de Suez, nationalisé par le président égyptien Nasser, dans une intervention soutenue par l'armée israélienne. Le Moyen-Orient, avec son pétrole, était devenu une région stratégique pour l'impérialisme.

Les peuples du Moyen-Orient ont vécu la faillite de toutes les politiques nationalistes bourgeoises. L'impérialisme s'est servi de l'existence d'États et de nationalismes

concurrents pour imposer sa domination, au besoin en les jetant dans des guerres les uns contre les autres. Les peuples de la région ont ainsi connu une succession de conflits, agressions directes ou indirectes des armées impérialistes.

Et pourtant l'énergie de ces masses les plus déshéritées, de la jeunesse, toutes avides de changement, a pu se manifester à de multiples reprises au cours des dernières décennies, de la Palestine au Liban, ou lors des printemps arabes pour ne parler que d'eux. Les impasses, passées et présentes, sont liées à la bourgeoisie elle-même, au mythe de l'unité nationale derrière les exploités locaux, qui ne valent guère mieux que les géants impérialistes, car ils s'en font toujours les auxiliaires, tôt ou tard.

Pour les masses exploitées de cette région, pour mettre fin à leur exploitation et leur oppression, il est indispensable de briser les appareils

d'État concurrents qui permettent aux différentes bourgeoisies de s'approprier un butin et de se dresser les uns contre les autres. C'est ce qui permet à l'impérialisme de les manœuvrer. Les intérêts des classes exploitées n'ont rien de commun en réalité avec ceux de leurs exploités locaux.

Mettre fin à la domination impérialiste sur la région nécessite de réaliser l'unité des travailleurs des différents pays, d'abattre les frontières, les régimes, les États et les bourgeoisies locales qui les défendent.

Cela implique d'instaurer le pouvoir des travailleurs à l'échelle de la région, dans le respect du droit de chaque peuple à avoir son existence nationale sous la forme qu'il choisira. La forme politique de ce pouvoir des travailleurs ne peut être que celle d'une Fédération socialiste des peuples du Moyen-Orient.

Paul Sorel



Le 22 octobre à Paris.

L'armée israélienne, un bataillon pour les États-Unis

Le militarisme dévore l'ensemble de la société israélienne. Selon le Sipri, l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, les dépenses militaires par habitant y atteignent 2 623 dollars par habitant en 2022, trois fois plus qu'en France.

Le service militaire est de trois ans pour les hommes et de deux ans pour les femmes. Les réservistes fournissent en cas de conflit l'essentiel des troupes. Après le 7 octobre, l'État d'Israël a mobilisé 360 000 réservistes, chiffre inédit depuis la guerre du Kippour, il y a cinquante ans.

Réputée l'une des armées les plus équipées du monde, l'armée israélienne bénéficie du soutien financier et militaire de l'impérialisme américain depuis l'origine. Son aide militaire a représenté des milliards de dollars depuis la création de l'État d'Israël. Elle continuait dernièrement à affluer

au rythme de quatre milliards de dollars par an et Biden vient d'annoncer l'envoi de munitions et d'armes supplémentaires. Ainsi sont financées des armes comme le « dôme de fer » destiné à intercepter les roquettes ou obus de courte portée provenant du Liban ou de Gaza; et aussi des armes offensives. Comme l'Ukraine, armée par l'impérialisme américain pour faire face à la Russie, l'État d'Israël a été ainsi transformé en l'un de ses appendices militaires dans le but de peser

lourdement sur le Moyen-Orient, la population israélienne fournissant des soldats prêts à mourir.

Après l'attaque du Hamas, l'armée américaine a envoyé au Moyen-Orient le porte-avions *Gerald-Ford*. Plus grand bâtiment de guerre du monde, il croise au large du Liban à la tête d'une escadre composée d'un croiseur, de quatre destroyers et de plusieurs sous-marins nucléaires. Un second groupe aéronaval autour du porte-avions *Eisenhower* a été acheminé quelques jours

plus tard. Selon le général Kurilla, qui coordonne les opérations américaines au Proche-Orient, la mission de ces forces consiste à « *se tenir fermement au côté de ses partenaires israéliens et régionaux, pour répondre au risque que poserait une partie qui chercherait à étendre le conflit* ».

Le principal risque de guerre, au Moyen-Orient, découle de cette présence de l'impérialisme et de ses armements.

Christian Bernac

Australie : le sort des populations autochtones

Le 14 octobre en Australie, le référendum proposé par le gouvernement australien sur les droits des populations autochtones (Aborigènes et insulaires du détroit de Torrès) a été rejeté par plus de 60 % des voix.

C'est un revers pour le Premier ministre travailliste Anthony Albanese qui espérait sans doute se donner à peu de frais une image de modernisateur.

Ce vote met surtout en lumière la situation dramatique de peuples dont les droits les plus fondamentaux ont été bafoués durant près de deux siècles. Au nom de la « réconciliation », le texte proposé devait inscrire dans la Constitution les Aborigènes comme étant les premiers habitants de l'île. Il prétendait également leur donner une « voix » auprès du parlement et du gouvernement par la création d'un organe consultatif sur les questions les concernant. Ces avancées symboliques dépendaient du bon vouloir des descendants des colons qui constituent aujourd'hui 96,2 % de la population et du corps électoral. Et bien que n'apportant aucune avancée concrète en faveur du million d'autochtones, il avait le soutien de la gauche et d'une partie des représentants des

communautés concernées. Mais c'était déjà trop pour la frange la plus réactionnaire des conservateurs, dont des porte-parole expliquaient, un comble, que certains Australiens deviendraient ainsi « plus égaux que d'autres ».

Deux siècles d'apartheid

Les Aborigènes ont été soumis par les colonisateurs britanniques à de multiples formes de discrimination et de spoliation depuis la fin du 18^e siècle. L'Australie fut considérée comme une « terra nullius » : une terre n'appartenant à personne. Ceux qui la peuplaient depuis 60 000 ans furent décimés par les maladies apportées par les colons et par les massacres. Leurs terres furent saisies au profit des grands propriétaires puis des capitalistes du secteur minier, les contraignant à survivre sur des territoires privés d'infrastructures et de logements. Le racisme d'État les relégua hors de

toute citoyenneté, les syndicats y apportant leur appui en refusant de les syndiquer, ce qui les priva longtemps de tout accès à l'emploi. Leur existence même n'était pas prise en compte par le recensement.

Ainsi, de 1869 jusqu'aux années 1970, 10 à 33 % des enfants aborigènes, soit près de 100 000, furent enlevés à leurs parents et placés dans des institutions ou des familles blanches, au nom d'une politique d'assimilation forcée. Ce n'est que très récemment qu'un plan a promis de verser une indemnisation aux survivants de cette « génération volée ». Ils eurent aussi droit à des excuses officielles...

La mobilisation des Aborigènes rencontra une résistance acharnée et il fallut attendre 1967 pour qu'ils obtiennent le statut de citoyen. Mais ce n'est qu'en 1992 que les droits fonciers des autochtones furent reconnus, ce qui ouvrit la voie à certaines rétrocessions de terres.

Un « fossé » qui n'est pas près d'être comblé

Depuis, les gouvernements successifs ont multiplié les déclarations puis, en



Membres de la communauté aborigène, près de Darwin.

2008, adopté une politique intitulée « combler le fossé » (« closing the gap » en anglais) censée réduire les inégalités et les discriminations dans l'accès à l'éducation, à l'emploi et aux soins. Mais la situation n'a guère évolué. Et ce d'autant qu'en 2014 le Premier ministre conservateur Tony Abbott avait taillé à hauteur de 340 millions d'euros dans les fonds alloués à différents programmes destinés notamment aux communautés les plus isolées.

Les Aborigènes vivent encore dans des conditions de vie révoltantes au regard de la richesse du pays et de ses classes dirigeantes. Leur espérance de vie est inférieure de huit ans à la moyenne nationale, ils occupent les emplois les plus précaires et les plus mal payés et connaissent un taux de chômage trois fois supérieur à celui du reste de

la population. Un adolescent aborigène a vingt-quatre fois plus de risques de se retrouver derrière les barreaux qu'un autre, et d'y subir des sévices. Enfin, l'alcoolisme, la toxicomanie et les violences qui y sont liées font des ravages.

En l'absence d'investissements massifs, ce qui supposerait de s'en prendre aux profits des multinationales qui prospèrent dans le pays et ravagent son environnement, l'objectif proclamé et répété de combler ce fossé d'ici à 2031 n'a aucune chance d'aboutir. Les dizaines de milliards engloutis dans les programmes d'armement confirment que les priorités des gouvernements de gauche comme de droite sont ailleurs. Mais rien ne dit que les autochtones et ceux qui soutiennent leur combat accepteront toujours ce statu quo.

Pierre Delage

Quelle aide européenne à Gaza ?

L'Union européenne a souhaité réexaminer son aide à la Palestine, sous prétexte de vérifier que cette aide ne sert pas à financer le Hamas.

Cette aide est en réalité bien modeste, 300 millions d'euros par an pour la part gérée par Bruxelles, chaque

pays membre pouvant aussi fournir une aide supplémentaire. Sans attendre la décision de l'Union européenne, l'Allemagne, l'Autriche, le Danemark ou la Suède ont suspendu la leur. En France, des responsables politiques, comme Éric Ciotti de LR, exigent que cette aide cesse immédiatement.

Cette aide, distincte de l'aide humanitaire, sert à financer des équipements comme la construction d'infrastructures énergétiques ou d'écoles, d'une usine de désalinisation pour fournir de l'eau potable, ou permet de payer les salaires de médecins, d'infirmières, d'enseignants. Alors que Gaza est sous les bombes et vit une véritable catastrophe, cette remise en cause est d'un cynisme odieux.

Il y a les bonnes et les mauvaises juntes...

Mahamat Idriss Deby, chef d'État du Tchad, a été reçu par Macron à Paris. En 2021, à la mort de son père, un protégé de la France, il a pris le pouvoir par un putsch. Il vient discuter avec des patrons français des affaires à exploiter au Tchad, et avec

Macron de coopération militaire.

Quand une junta militaire comme celle du Tchad défend les intérêts de l'impérialisme français, elle a les honneurs de Macron.

E.G.

Malgré les divisions entre les États membres, l'Union européenne semble avoir finalement décidé de maintenir son aide, et a aussi annoncé un pont aérien humanitaire vers Gaza, via l'Égypte, à condition de pouvoir franchir la frontière de Rafah, où les camions ne passent qu'au compte-gouttes. De plus, des journalistes présents sur place signalent que si des pâtes

et du riz parviennent aux Gazaouis, ils n'ont pas d'eau pour les cuire.

Il faut noter qu'aucun dirigeant n'a jamais envisagé de suspendre des accords commerciaux, diplomatiques et même militaires avec l'État israélien, alors que celui-ci déverse des bombes de façon continue depuis des jours sur la population palestinienne.

Hélène Comte

COMMISSION EUROPÉENNE



Aide humanitaire en provenance de l'Union européenne.

Sans-papiers : une lutte qui est celle de tous les travailleurs !

Les travailleurs sans papiers en lutte pour leur régularisation continuent leur mouvement. Mardi 17 octobre, 650 d'entre eux se sont mis en grève en Île-de-France sur 33 sites, pour une grande partie dans des entreprises d'intérim, avec le soutien de la CGT.

Un premier succès a été obtenu en obligeant presque tous les patrons à reconnaître officiellement que les sans-papiers travaillent pour eux, en leur fournissant les documents nécessaires à leur régularisation. Au fur et à mesure les piquets sont levés dans les entreprises où le succès a été obtenu, et les sans-papiers continuent leur lutte

en allant tous ensemble faire le siège des entreprises réticentes.

C'est ainsi qu'ils ont été jusqu'à plusieurs centaines devant Universal Services à Paris 7^e, Ekors à Nation, Samsic à Rungis, RHTT à Pontault-Combault.

Parallèlement d'autres travailleurs qui avaient occupé durant une journée, avec différents collectifs et

syndicats, un chantier des Jeux olympiques, Porte de la Chapelle, ont obtenu des promesses de régularisation. Ceux de Chronopost et DPD continuent également leur grève, comme les reportages de France 3 et France Inter l'ont montré lors d'une manifestation durant la semaine de l'intégration du ministère de l'Intérieur. Ils devaient rejoindre mercredi 25 octobre à Nanterre leurs camarades de RSI, qui eux travaillent dans le bâtiment.

Les travailleurs sans papiers n'en peuvent plus de subir les salaires de misère,



Sans-papiers en lutte à Samsic, Rungis, le 19 octobre 2023.

les horaires et les travaux les plus durs que leur imposent les patrons qui profitent de leur situation de précarité. Ils ne supportent plus d'être contraints de vivre en clandestins, d'aller travailler la peur au ventre pour éviter les arrestations possibles.

Cette surexploitation sert tous les patrons car elle permet de faire pression sur les salaires et les conditions de travail de tous, avec et sans papiers, français ou immigrés. Le combat pour la régularisation est le combat de tous les travailleurs !

Correspondant LO

Squat Pyramide – Lyon : “On ne quittera pas cet endroit”



Depuis plus d'un mois, les habitants du squat Pyramide, un ancien immeuble de bureaux dans le quartier de Lyon-Gerland, se mobilisent contre une menace d'expulsion.

Ce bâtiment désaffecté abrite plus de 250 personnes, dont plusieurs familles avec des enfants, voire des nourrissons. Pour beaucoup, ce sont des jeunes arrivés de Guinée, du Sénégal, de Côte d'Ivoire, etc., que la préfecture empêche de travailler légalement en refusant de leur donner des papiers. Sans papiers ni salaire, il leur est évidemment impossible de trouver un logement. « Quand je suis arrivée à Lyon, j'ai dormi dans la rue parce qu'au Forum Réfugiés on m'a dit qu'il n'y avait pas de solution pour moi. Après, j'ai rencontré une personne du squat qui m'a fait venir ici, où je bénéficie d'une pièce toute seule avec mon bébé. Maintenant, je veux qu'on me loge, ou bien je reste ici. Sinon, où

dormir ? », explique une des habitantes.

Le bâtiment appartient à la société Altarea, ex-Cogedim, possédée par Alain Taravella, un milliardaire classé 118^e fortune française par le magazine *Challenge*. Alors qu'il le laissait à l'abandon depuis des années, il a décidé de le récupérer. Pour en faire quoi ? Il n'a pas daigné donner la moindre explication, mais on peut le deviner, quand on sait que le prix moyen d'un appartement dans ce quartier de Lyon frôle les 5000 euros au mètre carré.

Pour expulser les occupants, ce propriétaire peut compter sur le soutien de la préfecture et la complicité de la mairie, dirigée par l'écologiste Grégory Doucet. Jusque-là, ces représentants

de l'État se satisfaisaient de la situation, parce qu'ils ne veulent ni construire des logements abordables, ni ouvrir des places d'hébergement d'urgence, ni réquisitionner les bâtiments vides qui existent. Il y aurait pourtant 20 000 logements vides dans la métropole de Lyon. En outre, les squats permettent aux autorités de dissimuler le nombre de personnes que leur politique condamne à dormir dehors.

Aujourd'hui, ils veulent faire intervenir la police pour jeter tout le monde à la rue et ils poussent l'hypocrisie jusqu'à conseiller aux expulsés d'ouvrir de nouveaux squats !

De leur part, proclamer le « droit au logement » est bon pour amuser la galerie, mais quand les capitalistes sifflent, c'est aux travailleurs que ces chiens de garde montrent les dents.

Correspondant LO

Logement social : les conséquences concrètes de la loi ELAN

Les travailleurs de l'organisme départemental d'HLM Habitat eurélien ont appris dans les médias que le maire Les Républicains de Chartres s'apprêtait à prendre le contrôle d'une partie des logements de l'agglomération.

En réalité, le département d'Eure-et-Loir et la mairie de Chartres se disputent la gestion des logements sociaux par le biais des différents organismes. Ils s'appuient sur la loi ELAN, votée en 2018, qui oblige les organismes HLM de moins de 12 000 logements à se regrouper avec des structures plus importantes, non par souci d'harmonisation, mais pour faire des économies.

Les travailleurs d'Habitat eurélien, eux, s'inquiètent : ils savent que certains postes seront en doublons, comme s'ils étaient trop nombreux pour faire le travail, alors que les besoins augmentent. De plus, d'autres postes n'existent tout simplement plus dans l'autre société. L'inquiétude des salariés est d'autant plus justifiée que la crise économique ne présage rien de bon pour la classe ouvrière, aussi bien du côté des travailleurs des

organismes HLM que pour les locataires des logements sociaux. Tout le monde a bien conscience des dégâts que la mesure pourrait engendrer : ce serait un pas de plus vers la précarité.

La direction d'Habitat eurélien se dédouane en affirmant qu'elle n'est responsable de rien : c'est un conseil d'administration composé d'élus qui décide. Eh bien, justement, les travailleurs ne devraient pas subir les conséquences des décisions de ces gens-là. Quelles que soient les manœuvres du département et de la mairie, quel que soit leur donneur d'ordres, il n'y a rien de bon à en attendre pour les salariés. Mais l'opération aura peut-être un effet non prévu par les patrons : regroupés dans une seule entité, les travailleurs des HLM seront plus forts pour se défendre.

Correspondant LO

Chantiers des JO : la sous-traitance de l'exploitation

Les installations des Jeux olympiques 2024 seraient, selon les grands groupes du bâtiment, « l'incarnation de l'urbanisme du 20^e siècle ». Leurs chantiers sont surtout un haut lieu de l'exploitation des travailleurs sans papiers, aujourd'hui en lutte pour leur régularisation. Ceux qui travaillent sur le chantier de l'Aréna à la porte de La Chapelle à Paris ont ainsi envahi le site aux cris de « Pas de JO sans papiers ».

Officiellement, ces chantiers ont été attribués lors des appels d'offres à des multinationales comme SPIE-Batignolles, Bouygues ou GCC, mais celles-ci se sont rapidement déchargées sur une nébuleuse d'entreprises

sous-traitantes. Le 20 juin dernier, dix travailleurs sans papiers avaient assigné leur patron aux Prud'hommes de Bobigny. Recrutés de bouche-à-oreille parmi l'immigration malienne, sénégalaise ou

gabonaise, ils travaillaient pour des sous-traitants de la SPIE-Batignolles ou de la GCC. Leurs nombreuses heures supplémentaires n'étaient pas payées, et ils devaient s'acheter eux-mêmes leurs chaussures de sécurité, leurs casques et leurs vêtements de travail. Les blessures étaient nombreuses, et les accidents du travail jamais reconnus.

À leur suite, 14 autres ouvriers sans papiers ont assigné leurs employeurs devant les Prud'hommes. Mais la procédure à peine

entamée, ces sociétés ont purement et simplement disparu. Deux d'entre elles ont été radiées à l'amiable du registre du commerce quelques heures avant le début de la procédure, d'autres se sont placées en liquidation judiciaire, une autre est simplement introuvable. Ces entreprises, affectées aux chantiers de la piscine olympique de Marville, de l'hôtel de luxe de Pleyel ou du Village olympique, n'ont pas de matériel et leurs sièges sont de simples locaux près des chantiers, faciles à fermer, voire de simples boîtes à lettres.

Ces margoulins profitent sans vergogne de la crainte

qu'ont les sans-papiers de se voir dénoncés à la police et expulsés s'ils protestent. Mais, au sommet de la chaîne, c'est aux grands trusts du bâtiment que profite le crime. Ce système leur permet de tirer les coûts vers le bas en confiant le travail à des sociétés employant des ouvriers sous-payés, taillables et corvéables à merci, et des trusts comme SPIE-Batignolles se paient le luxe de nier toute implication dans l'affaire.

Pour mettre fin à cet esclavagisme moderne, il faut la régularisation immédiate et sans condition de tous les travailleurs sans papiers.

Daniel Mescla



Sur le chantier Arena, Porte de la Chapelle.

Port de La Rochelle : quatrième mort au travail dans les silos

Lundi 16 octobre, un agent d'entretien de 20 ans a fait une chute mortelle de 50 mètres à travers une trappe d'ensilage, dans un silo céréalier de la société Sica Atlantique du port de La Pallice, à La Rochelle.

Le directeur général de Sica a immédiatement cherché à disculper l'entreprise, en communiquant à la presse que l'ouvrier était dans une zone « hors de son périmètre de travail et où il ne devait pas se trouver ». Mais la victime n'est plus là pour se défendre.

En fait, cela a eu lieu dans des conditions terriblement habituelles pour ce type d'accident de travail, dont la récurrence ne doit rien au hasard. D'abord, les silos sont des sites particulièrement dangereux. Sur le seul port de La Pallice, trois travailleurs sont déjà morts au travail ces dernières années : aux silos à béton du groupe Holcim, un cordiste de 21 ans, travaillant sans

ligne de vie, est mort d'une chute en 2012 ; sur le site du groupe céréalier Soufflet, un ouvrier de 27 ans a été écrasé par son engin contre un bec verseur en 2015 ; et toujours chez Soufflet, vingt ans plus tôt, un intérimaire d'une vingtaine d'années, est mort enseveli dans un silo.

Ensuite, l'accident a eu lieu vers 7 heures, il faisait donc encore nuit noire. Et puis, l'ouvrier était employé par une entreprise sous-traitante de la Sica, et les ouvriers sous-traitants sont souvent peu, mal, voire pas du tout formés aux risques. Les mêmes silos Sica ont d'ailleurs subi un incendie spectaculaire en août dernier, pour lequel

l'enquête, selon le directeur cité par *Sud-Ouest*, se dirige vers la responsabilité d'un prestataire.

Enfin, les moins de 25 ans ont 2,5 fois plus de risques que les autres travailleurs de mourir au travail. Une formation plus poussée serait donc nécessaire. Il est criminel d'envoyer un jeune sur un site dangereux sans une formation particulièrement solide.

Les enquêtes sur ce type d'accident aboutissent rarement à la condamnation des employeurs, qui en font souvent porter la responsabilité à la victime ou à ses collègues. Mais les conditions de travail dangereuses qui produisent ces accidents sont une conséquence de la recherche du profit maximum par les entreprises. C'est bien cela qui est criminel.

David Louvois

Dassault - Argenteuil : la santé des profits d'abord

À la suite du dépôt de la déclaration d'un danger grave et imminent (DGI) par le syndicat CGT, l'usine d'Argenteuil de Dassault Aviation vient d'être passée en revue par l'inspection du travail.

Le point de départ était le ponçage, parfois au beau milieu de l'atelier, de revêtements d'avions, alors que cette opération nécessite un équipement et une isolation spécifiques. La direction fait aussi souvent appel à des travailleurs intérimaires pour l'effectuer. Après ce signalement, l'inspection du travail a fait le tour de l'usine et a pu ainsi découvrir, bien cachés dans un recoin, des dépôts d'amiante venant de travaux datant de plusieurs mois. S'il est difficile aujourd'hui de savoir si ces travaux ont été faits sous un confinement pourtant indispensable, les travailleurs se souviennent que leurs camarades de l'entreprise responsable du déconfinement partageaient les mêmes vestiaires qu'eux et y venaient avec leurs vêtements de travail souillés, notamment pour s'y doucher. Question confinement, c'est non seulement raté, mais lourd de menaces pour tous.

Par ailleurs, la direction est incapable de fournir les dates de révision

réglementaire des équipements de sécurité des machines. Elle a depuis des années réduit l'effectif du service d'entretien au point que ce service, le MIG, est aujourd'hui une coquille vide sans effectifs ni ressources. Pour mémoire, Dassault Aviation affichait une trésorerie record de près de 10 milliards en 2022 et 250 millions de dividendes versés aux actionnaires, soit largement de quoi payer les salariés qui seraient indispensables !

Les travailleurs viennent à l'usine pour gagner leur vie, pas pour s'y bousiller la santé, alors ce DGI n'aura donc pas été inutile. Si la direction de l'usine est évidemment bien plus au service des actionnaires qu'à l'écoute de l'inspection du travail, ce DGI aura permis de mettre en lumière le je-m'en-foutisme de Dassault quant à la santé des salariés et la nécessité d'imposer de véritables conditions de sécurité pour tous.

Correspondant LO

Stellantis – Sochaux : débrayage en Peinture

À l'usine Stellantis de Sochaux, le secteur de Peinture a une place prépondérante dans le processus de production : les ouvriers qui y travaillent ne sont pas remplaçables au pied levé, surtout lorsqu'ils arrêtent le travail collectivement.

C'est ce qui est arrivé lors de l'appel syndical du vendredi 13 octobre, pour protester contre l'inflation galopante, la vie chère et les bas salaires. L'appel a été particulièrement bien suivi par les travailleuses et les travailleurs de Peinture. En effet, dans la nuit du jeudi au vendredi, dans deux secteurs principalement, une petite vingtaine de travailleurs arrêtaient le travail et quittaient l'usine. Sentant la contestation plus forte qu'à l'accoutumée, un peu avant l'arrêt de travail, la maîtrise est allée voir certains salariés en leur demandant : « C'est à cause de moi que tu veux débrayer ce soir ? »

Cette petite manœuvre pour essayer de dissuader les travailleurs d'exercer leur droit de grève n'a pas entamé leur détermination.

Au cours de l'équipe du matin, le même nombre d'ouvriers décidaient d'arrêter le travail et certains sont allés manifester à Montbéliard à 14 heures.

L'atelier de Peinture tourne avec deux équipes et à la prise de poste, dans la nuit du vendredi au samedi, la quasi-totalité des travailleurs qui avaient arrêté le travail ont été rejoints par quelques maintenanciers de plus. C'est ensemble qu'ils ont appliqué une deuxième couche : s'étant mis

d'accord au préalable, ils ont décidé de ne reprendre le travail qu'à minuit au lieu de 21 h 59, heure de début de poste, obligeant la direction à produire à demi-cadence pendant ce temps.

La semaine qui a suivi, la direction a fait rattraper à l'équipe du matin et à celle de nuit une partie de la production perdue en appliquant la Flex, une nouvelle possibilité qu'elle s'est octroyée pour pallier ses aléas de production, qui rallonge l'horaire de travail de plusieurs dizaines de minutes. Les travailleurs ne sont pas dupes de l'utilisation de cette nouvelle règle dans le cadre de débrayages entraînant une perte de production. Nouvelle règle ou pas, ce n'est pas cela qui les dissuadera de relever la tête!

Correspondant LO

ArcelorMittal : quand le trust veut sauver la planète...

Les deux sites sidérurgiques ArcelorMittal de Dunkerque et de Fos-sur-Mer produisent à eux seuls 25 % des rejets industriels de carbone en France. Mais, à Dunkerque, la direction de l'usine prétend « lutter contre le réchauffement climatique ».

Alors que les conséquences sur le climat sont connues depuis bien longtemps, la réduction des émissions de CO₂ n'a jamais été une priorité pour le groupe sidérurgique. Encore actuellement, la production d'acier est réalisée par réduction du minerai de fer par le charbon, ce qui produit énormément de CO₂. Après 2005, quand les gouvernements ont mis en place des quotas européens de carbone, prétendument pour inciter les industriels à baisser leurs émissions, Arcelor en a même profité pour faire de l'argent. En spéculant sur ces quotas,

qui pouvaient être revendus, c'est 1,9 milliard d'euros qu'ArcelorMittal a empoché entre 2005 et 2019.

Produire de l'acier sans charbon, c'est possible depuis très longtemps, mais ArcelorMittal n'a jamais réalisé le moindre investissement dans ce sens. Les seules baisses de rejets de carbone ont eu lieu pendant la pandémie de Covid-19, en raison du ralentissement de l'économie. Pour obtenir les subventions importantes promises par l'État français et l'Europe, le groupe annonce maintenant vouloir réorganiser sa production d'acier et produire avec du

gaz naturel, puis avec de l'hydrogène et des fours électriques sur le site de Dunkerque. Ce n'est pour le moment qu'une annonce car un tel procédé industriel aurait besoin de la production d'électricité d'un réacteur nucléaire qui n'existe pas.

L'usine de Dunkerque a 60 ans et il y a eu ces dernières années de nombreux incidents en raison de la vétusté de l'installation. De très gros investissements seront nécessaires dans les années à venir. C'est donc au nom de la transition énergétique, et de la modification des procédés de production de l'acier qu'ArcelorMittal envisage de faire financer par l'État une grande partie de ces installations. Pour le moment, le groupe en a déjà obtenu 800 millions d'euros.

Pendant qu'ArcelorMittal prétend vouloir contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique en Europe, il est en train de construire en Inde plusieurs nouveaux hauts fourneaux fonctionnant au charbon. Comme si on ne vivait pas sur la même planète.

Correspondant LO



À Vichy, lors d'une précédente grève.

L'Oréal : pour les salaires et l'emploi

Jeudi 19 et vendredi 20 octobre à L'Oréal, les syndicats CGT, CFDT, CFTC et UNSA ont appelé à la grève sur plusieurs sites en même temps.

Cela faisait longtemps qu'il n'y avait pas eu un tel mouvement. La mobilisation a été suivie sur plusieurs usines dont celles d'Orléans, de Rambouillet, d'Aulnay-sous-Bois et de Saint-Quentin. L'usine de Vichy s'est même retrouvée quasiment à l'arrêt vendredi 20. Les salariés des centrales d'expédition ont été nombreux à répondre présent. Le centre de recherche dans le Val-de-Marne a aussi vu du monde se rassembler en débrayage.

Les travailleurs mobilisés veulent que l'augmentation générale de 2,8 %, annoncée par la direction pour l'année 2024, avec un talon de 100 euros brut (moins de 80 euros net), soit revue à la hausse. Cela fait des années qu'ils perdent de l'argent, car les augmentations générales n'ont pas permis de rattraper ce qui a été perdu du fait des augmentations réelles des prix. La hausse

des produits alimentaires depuis 2021 s'est élevée à 20 %, c'est largement plus que la hausse des salaires depuis bien des années. Les salariés continuent donc de s'appauvrir.

Il y a aussi un mécontentement sur les embauches, qui ont été gelées depuis des mois, alors que les profits ont explosé fin 2022, pour atteindre 5,7 milliards d'euros. Plus de la moitié de cette somme sera versée aux actionnaires, dont fait partie la famille Bettencourt, qui possède une fortune estimée à plus de 70 milliards d'euros.

Dans ces rassemblements, beaucoup ont compris qu'après les vacances scolaires il faudra, pour obtenir satisfaction, poursuivre et intensifier cette mobilisation et aussi être plus nombreux aux prochaines actions.

Correspondant LO

SNCF – Lyon Part-Dieu : à guichets TGV fermés

Ce samedi 21 octobre, à la gare de Lyon la Part-Dieu, premier jour des vacances de Toussaint pendant lequel des dizaines de milliers de voyageurs passent en gare, il n'y avait pas de guichets TGV ouverts.

À 7 heures du matin, devant le manque de cheminots formés sur les bornes Libre-service assisté et aux guichets, l'espace vente a été fermé. Il était impossible aux voyageurs de payer en espèces ou en chèques vacances, ou d'effectuer des échanges. Côté espace

TER, la situation n'était guère meilleure et devant le manque de guichetiers, l'ouverture a été retardée.

Les travailleurs de la gare, cheminots, agents de sécurité ou d'Itirémia (prise en charge de personne en situation de handicap) ont dû se démermer pour renseigner les voyageurs, en gérant des tensions inévitables. Le personnel prend ainsi de plein fouet les économies permanentes qu'impose la direction de la SNCF, seule responsable de cette situation catastrophique!

Correspondant LO



Un haut fourneau à Dunkerque.



ARCELORMITTAL

Nouvelle convention de la métallurgie : **contre les divisions catégorielles, l'unité des travailleurs**

Une nouvelle convention collective nationale de la métallurgie, signée le 7 février 2022 avec le patronat par les fédérations syndicales CFDT, CFE-CGC et FO, mais pas par la CGT, va entrer en application à partir du 1^{er} janvier 2024. Il s'agit bien d'un recul général organisé.

Toutes les conventions collectives régionales sont annulées. Le patronat a pris soin de veiller à leur dénonciation et a fait valider cette démolition par la justice. Les 1,6 million de salariés de la métallurgie devraient donc, à terme, être traités ou plutôt maltraités de la même façon.

D'ailleurs, Eric Trappier, le président des patrons de la métallurgie (l'UIMM), ne s'est pas gêné pour définir l'utilité de cette convention collective : « *Je me félicite de cette négociation inédite qui permettra demain [c'est-à-dire dans quelques semaines maintenant] de rendre notre industrie plus compétitive et plus attractive.* » Ce sera bien entendu pour les profits des patrons avec, cela va de soi, une nette diminution de ce qui reviendra dans la poche des travailleurs. En guise de compliment pour les dirigeants syndicaux qui ont ainsi servi la soupe aux patrons, le même Trappier a ajouté : « *Il [l'accord des syndicats] démontre à nouveau la capacité des partenaires sociaux de la métallurgie à trouver ensemble, via le dialogue social, les réponses concrètes aux défis économiques et sociaux structurants pour nos entreprises et leurs salariés.* » Si le patronat est content pour ses profits, les travailleurs, eux, peuvent pleurer sur le sort qui les attend s'ils se laissent faire.

La grève de 1936 avait permis de mettre en place,

pour la première fois, des conventions collectives devant garantir des droits égaux pour tous les travailleurs de la branche, alignés sur le haut de ce que les plus combatifs des grandes entreprises avaient pu imposer. Depuis, le patronat a appris à slalomer et à contourner ces accords issus d'un rapport de force en faveur des ouvriers en 1936 puis en 1968. Mais avec cette nouvelle convention collective, il veut imposer une série de reculs.

La convention institue l'augmentation du préavis avant embauche, qui peut passer pour les plus basses catégories à deux mois renouvelables, à l'initiative du patron. Pendant quatre mois, le patron pourra donc sans aucun motif jeter à la rue un ouvrier peu qualifié. Un temps de préavis encore bien plus long est aussi institué pour les autres catégories. C'est la généralisation, légalisée, de la précarité. De même des menaces très sérieuses pèsent sur les primes et les congés d'ancienneté.

Les patrons se sont aussi donné les moyens d'instituer un salaire individualisé à leur propre appréciation, voire de pouvoir baisser le salaire d'un travailleur quand bon leur semble. Le moyen est la mise en place d'un nombre incalculable de catégories, qui dépendront de l'évaluation du travail de chaque salarié par les patrons. Mais c'est aussi, il faut bien le dire, la conséquence du piège

catégoriel que tous les dirigeants syndicaux ont accepté dans le passé et encore aujourd'hui, et même posé comme revendication pour les travailleurs. Alors que les grilles de classification ont toujours servi à les diviser par catégories, comme s'il y avait les bons travailleurs méritants et les autres. Le patronat a conclu : « Vous avez voulu des catégories, eh bien on va vous en donner. »

Il est difficile de savoir dès aujourd'hui comment les différentes directions d'entreprise vont, ou pas, utiliser l'opportunité ouverte par cette nouvelle convention collective. Mais elle leur donne les moyens de faire reculer sévèrement les salaires et l'ensemble des conditions de travail dans la métallurgie. La question reste celle des réactions du côté des travailleurs et du rapport de force qu'elles peuvent modifier.

Un autre piège est tendu aux travailleurs qui entendent protester contre les risques de perte de salaire à terme, voire pour certains le risque d'une remise en cause de leur classification. On peut comprendre l'indignation de ceux qui se retrouvent piégés et menacés

dans leur rémunération par le nouveau système. Mais cela ne doit pas se traduire par la revendication d'un « bon » système de classifications, alors qu'il n'y en a pas. Les classifications ont été mises en place depuis toujours pour diviser les travailleurs, les isoler les uns des autres et, du coup, les affaiblir face à leur patron ou leur direction. Les travailleurs, pour résister le plus efficacement possible, pour ne pas reculer, doivent mettre en avant les revendications qui les rassemblent tous dans un même combat. S'il faut lutter pour essayer de faire reculer ceux d'en face, il faut être le plus grand nombre, rassemblés, en sachant que le combat sera pour que chacun s'en sorte à égalité.

Les patrons de la métallurgie sont à l'offensive, comme l'ensemble du patronat. Mais par cette nouvelle convention collective, ils ont lié le sort de 1,6 million de travailleurs. Cela peut se retourner contre eux et en faire une force si les travailleurs savent se rassembler pour une lutte commune et faire front ensemble.

Paul Sorel



C'est le capitalisme

Les médias évoquent régulièrement la galère des usagers des bus. Pour timidement évoquer qu'il manque les vocations pour les conduire. Ces journalistes à la réflexion courte répètent le blabla que leur sert la direction. Cela vise à masquer le choix du patronat et de l'État, de faire tourner les transports à l'économie d'effectifs, avec des salaires et des conditions de travail qui en dégoûtent plus d'un. C'est bien leur politique qui est responsable de la pénurie de chauffeurs.

Friture sur la fréquence

Sur la plupart des lignes on n'a jamais retrouvé la fréquence d'avant. Là où il y avait un bus toutes les sept minutes, c'est passé à quinze minutes, en semaine, à l'heure de pointe, si tout va bien ! On comprend le mécontentement des voyageurs.



GÉRARD HOÛIN/MAXPPP

Une grève déterminée

Après six semaines de grève, les machinistes de Keolis Montesson ont repris le travail. Ils n'ont pas récupéré les primes supprimées, mais une partie des jours de grève est payée. Ils ont montré qu'ils ne se laissent pas faire. Cela vaut pour l'avenir et pour tous les travailleurs du transport, visés par les appels d'offres, dans le but de revoir à la baisse les rémunérations et les conditions de travail. Que les patrons et l'État sachent que les travailleurs résistent et se défendent. On serait encore plus forts en se battant tous ensemble.

*Échos des bulletins
Lutte ouvrière RATP-Bus*

Airbus – Toulouse : les actionnaires s’enrichissent, les travailleurs trinquent



À l’usine Airbus de Toulouse, depuis le retour des vacances, le rythme s’intensifie sur les chaînes de montage, même si la véritable montée en cadence devrait se faire en janvier.

Pour préparer cette montée en cadence, de nouveaux intérimaires sont arrivés et il faut les former, sans avoir du temps en plus. Entre les absents du fait des accidents du travail, les démissionnaires, les intérimaires formés qui ne restent pas ou qui ne sont pas embauchés, le sous-effectif est criant.

La direction commence déjà à dire que les objectifs de livraison annoncés

pour la fin de l’année (720 appareils) ne seront sans doute pas tenus. Pour rappel, le carnet de commandes s’élève à 8 000 avions, soit environ dix ans de production. Airbus a de quoi voir venir. Alors, pour répondre au manque d’effectifs, la direction a envoyé un courrier à chaque salarié, pour l’informer que les heures supplémentaires sont ouvertes jusqu’au 11 novembre. En

réalité, il est sûr que cela durera au moins jusqu’à la fin de l’année. Ainsi, au lieu de commencer à 6 h 30, il faut commencer à 5 heures et le samedi venir de 6 heures à midi pour l’équipe de jour. Pour les équipes de nuit, il s’agit de travailler de minuit à deux heures en heures supplémentaires, même le samedi.

Officiellement, ces heures supplémentaires sont au volontariat, mais les chefs ne cachent pas que, s’il n’y a pas assez de volontaires, elles deviendront obligatoires. Vu le rythme de travail imposé, des anciens se posent la question de démissionner et des intérimaires refusent la prolongation de leur contrat, voire le CDI. Cela n’empêche pas la direction de se plaindre qu’elle a du mal à recruter, tout en licenciant certains intérimaires, bien que formés et compétents.

Dans le secteur Saint-Éloi, au retour des vacances, plusieurs réunions ont été organisées par la maîtrise pour dire que les cinq prochaines années seront difficiles au vu du nombre d’avions à fabriquer. À la Pulse line A320neo, cela se traduit par ce qu’ils appellent le « tact ». Chaque

mois, le nombre de mâts réacteurs à fabriquer est annoncé, mais chaque semaine, voire chaque journée, les objectifs sont révisés, et toujours à la hausse. Du coup, régulièrement, les chefs mettent la pression sur les ouvriers du secteur pour qu’ils ne prennent pas de pause. Dernièrement, la direction a décidé que le quota le plus important de mâts à réaliser serait pour le vendredi, alors que la semaine aura déjà été bien éprouvante.

La plupart du temps, les objectifs sont inatteignables et, si le travailleur n’a pas fait son quota, il est convoqué par sa hiérarchie, ou on l’accuse de « ne pas vouloir volontairement tenir les temps ». À l’issue de son entretien, on lui remet une lettre de « sensibilisation ». Les travailleurs sont donc à bout.

Mais, pendant l’aggravation des conditions de travail, la machine à profit bat des records. En 2022, Airbus a réalisé un bénéfice net de 4,2 milliards d’euros, et les actionnaires ont bénéficié d’une augmentation de 20 % de leurs dividendes. Dans l’avenir, l’entreprise compte encore leur reverser bien plus, grâce à la nouvelle

convention collective de la métallurgie, qui permettra d’intensifier encore les rythmes de travail tout en allégeant la masse salariale.

L’avenir est donc toujours aussi radieux pour les actionnaires, beaucoup moins pour les travailleurs, sauf s’ils refusent de laisser faire.

Correspondant LO

Pour faire court

À Toulouse, Nantes ou Marignane, sur tous ses sites de production, la direction d’Airbus multiplie le recours aux heures supplémentaires. Alors qu’en automne les jours raccourcissent, à Airbus ils rallongent. Pas d’accord !

Augmenter les salaires, pas les horaires

Pour tenter d’inciter les travailleurs à faire des heures supplémentaires, la direction annonce qu’elles seront majorées. Ce n’est pas la durée du travail qui doit augmenter, mais le salaire.

Échos du bulletin Lutte ouvrière d’Airbus Elancourt

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l’Union communiste internationaliste

L’Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu’organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l’humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l’épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l’anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l’égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n’ont aucun intérêt personnel au maintien de l’actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l’État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n’ont pas de patrie et qu’un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s’affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n’avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d’Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 – Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. – Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve – Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) – Dépôt légal octobre 2023.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C’est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l’ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l’adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d’indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l’envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d’impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d’impôts de 200 euros, à condition que l’impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n’ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L’association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L’article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d’une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L’article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l’article 11-4 sont punis d’une amende de 3 750 euros et d’un an d’emprisonnement ».



Bulletin d’abonnement

Je souhaite m’abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l’ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

États-Unis : dans l'automobile, la grève continue

La grève qui touche les usines automobiles des États-Unis entre dans sa sixième semaine. Le syndicat UAW qui la mène est cependant loin d'avoir mobilisé toutes les forces des travailleurs du secteur pour faire plier les trois grands constructeurs, General Motors, Ford et Stellantis, chez lesquels il est implanté.

La grève a commencé le 16 septembre, au moment où le précédent contrat collectif expirait. Pour la première fois depuis des dizaines d'années, la direction syndicale de l'UAW et son nouveau président, Shawn Fain, ont déclenché la lutte simultanément chez les trois grands constructeurs, mais dans une seule

usine de chacun d'eux dans un premier temps.

Les revendications d'une augmentation des salaires de 46 % pour compenser l'inflation passée et future et de la fin du statut dérogatoire imposé aux nouveaux embauchés, qui sont sous-payés, ont moins de couverture maladie et moins de congés, ont un large soutien.

Avec leurs 250 milliards de dollars de bénéfices ces dix dernières années en Amérique du Nord, les trois grands constructeurs ont parfaitement de quoi les satisfaire.

Depuis le début de la grève, Fain explique régulièrement dans des vidéos que sa tactique est de faire pression au coup par coup sur tel ou tel patron, pour faire sauter les points de blocage lors des négociations du nouveau contrat qui ont lieu derrière des portes closes. Ainsi il a appelé une nouvelle usine par-ci, une autre par-là, à rejoindre la



MICHAEL WAYLAND CNBC

grève. Le 23 octobre, ce sont les 6800 ouvriers de la plus grosse usine Stellantis des États-Unis, dans le Michigan, qui ont rejoint la grève. Mais, à ce jour, le nombre total de grévistes n'est que de 40000 : le syndicat organise en fait une grève partielle, imposant à plus de 100 000

de leurs collègues syndiqués d'être les spectateurs de cette lutte.

Ce faisant, l'UAW peut entraîner le découragement des grévistes de la première heure, car les 500 dollars par semaine d'indemnité que leur verse le syndicat sont moindres que la paye entière que continuent à toucher les ouvriers encore au travail. De plus, le syndicat ignore volontairement la sympathie que cette grève et ses revendications suscitent dans d'autres secteurs que l'automobile, où se déroulent aussi des grèves, tout autant sous contrôle syndical. Bien que proclamant l'unité des travailleurs, la direction syndicale organise en pratique leur division.

Lucien Détroit

L'UAW et les limites d'une grève

La question est de savoir si les travailleurs dépasseront les limites dans lesquelles les syndicats ont mené les grèves jusqu'à présent. Cette situation, qui semble ouvrir la porte aux travailleurs désireux d'étendre leur grève, l'exige. Jusqu'à présent, les

dirigeants des syndicats ne proposent pas de donner à ces luttes l'ampleur qu'elles pourraient avoir. Ceux qui ont appelé à la grève freinent la lutte, la maintenant dans les limites autorisées par le système.

Le président de l'UAW, Shawn Fain, a beau parler

de la classe ouvrière, dénoncer les profits scandaleux des entreprises et donner certainement l'impression d'être plus militant, il ne parle pas du système qui crée cette situation dans laquelle des profits élevés et des salaires bas sont normaux.

Cela s'appelle l'exploitation produite par le système capitaliste, celui-là même que les démocrates défendent, même lorsque Biden se joint à un piquet de grève de l'UAW.

Extrait de The Spark, journal trotskyste des États-Unis, le 16 octobre

Argentine : entre le candidat péroniste et un émule de Trump

Dimanche 22 octobre, le premier tour de l'élection présidentielle en Argentine a été remporté par le candidat péroniste, Sergio Massa, devançant Javier Milei, le candidat d'extrême droite émule de Trump et Bolsonaro.

Ce résultat a plutôt surpris, car Milei était arrivé en tête des primaires du 13 août dernier et devançait le candidat péroniste dans les sondages. Massa obtient 36,7% des voix, contre 30% à son challenger, ce qui le met en bonne position pour le second tour qui l'opposera à Milei le 19 novembre.

Depuis 2018, l'Argentine traverse une nouvelle crise, marquée par l'appauvrissement de 40% de la population en moyenne. Elle est plus violente encore dans les régions les plus déshéritées, comme celle de Tucumán, où six enfants sur dix ne mangeraient pas à leur faim.

Le gouvernement péroniste sortant a hérité d'une situation de grand endettement léguée par le gouvernement de droite qui l'avait

précédé. Il a certes créé des emplois, mais ce sont des emplois précaires, qui permettent d'autant moins de vivre décemment que l'Argentine subit depuis deux ans une inflation très forte. En outre, les classes populaires sont frappées par des plans d'austérité découlant des échéances des remboursements de la dette auprès du Fonds monétaire international (FMI).

C'est cependant Sergio Massa qui arrive en tête, alors qu'il est le ministre de l'Économie sortant, dont la politique alimente la colère populaire que, depuis 2021, Milei cherche à capter.

Cet économiste ultra-libéral, apparu il y a deux ans en politique, se présente comme un « anarcho-capitaliste ». Il n'est pas question pour lui de combattre

l'anarchie économique capitaliste, et au contraire il affirme vouloir réduire à zéro le poids de l'État. Pendant sa campagne électorale, il brandissait même volontiers une tronçonneuse, symbole de sa volonté de déchiquer l'État.

Cet admirateur de l'armée n'a pas pour autant l'intention d'appliquer son remède aux forces de répression, bien que la dette du pays, que les Argentins payent si cher, se soit développée sous la dictature militaire (1976-1983). En revanche, il veut liquider pas moins de onze ministères, dont l'Éducation, la Santé, la Sécurité sociale, le Travail et l'Emploi, les Femmes, l'Environnement et la Culture, et privatiser tout ce qui sera possible, et bien sûr effacer tous les programmes sociaux. Mais les plus pauvres laissés sans aide auraient cependant le droit de vendre leurs propres organes pour survivre ! La légalisation de l'avortement,

que les femmes argentines ont imposée en 2020 par leur mobilisation, serait aussi annulée.

Milei affirme qu'il suffira de supprimer la Banque centrale pour mettre fin instantanément à l'inflation, ou de remplacer le peso national par le dollar pour multiplier par dix le niveau de vie des Argentins. Ce n'est plus le sauveur suprême, c'est le père Noël. Cela et quelques déclarations à l'emporte-pièce, comme « une entreprise peut polluer une rivière autant qu'elle le veut », ou encore « la valeur de l'eau égale zéro », l'ont fait surnommer « el loco », le fou.

Reste qu'au sein des classes populaires, frappées durement par la crise, Milei a pu trouver un écho. La crise permanente de l'économie argentine génère colère et frustration et, en imitant Trump ou Bolsonaro, il tente de les capter à son profit. On ne sait qui l'emportera, de Massa ou de Milei, le 19 novembre.

Dans tous les cas, les travailleurs et les classes exploitées devront lutter pour se défendre, face aux plans d'austérité qui se poursuivront pour leur faire payer la crise capitaliste.

Jacques Fontenoy

Les résultats des trotskystes argentins

Lors des primaires du 13 août dernier, les trotskystes argentins ont présenté deux candidatures différentes. D'un côté, celle du PTS (Parti des travailleurs pour le socialisme) et de l'autre celle du PO (Parti ouvrier) allié à IS (Gauche socialiste). Le PTS a obtenu presque trois fois plus de voix et a donc participé à la présidentielle d'octobre, obtenant une moyenne de 3,5%. Il était présent aussi pour le renouvellement des députés, et le PTS obtiendrait 4 députés nationaux, le PO un député national et le MST (Mouvement socialiste de travailleurs) un élu régional.